



L'Association pour l'investissement responsable

RAPPORT DE TENDANCES DE **L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE CANADIEN 2020**

NOVEMBRE 2020

COMMANDITAIRE

NEI

REMERCIEMENTS

Commanditaire



Nous remercions tout particulièrement Placements NEI d'avoir commandité le Rapport de tendances de l'investissement responsable canadien 2020. Leur généreuse contribution a rendu ce rapport possible.

Directrice de projet

Ce projet de recherche a été dirigé par Mary Robinson, directrice de la recherche, des politiques et de la collaboration de l'AIR.

Partenaires de recherche



Merci au Canadian Institutional Investment Network (CIIN) qui nous a fourni des données essentielles sur l'industrie canadienne de l'investissement.

Contributeurs

Merci à Frederick M. Pinto qui a rédigé l'avant-propos de ce rapport. Nous remercions également Stella Tsai pour son aide à la collecte de données d'enquête et son soutien à la recherche pour ce rapport.

Traduction

Merci à Vanessa Brunette pour la traduction française de ce rapport.



À propos de l'AIR

Le Rapport de tendances de l'investissement responsable canadien est publié tous les deux ans par l'Association pour l'investissement responsable (AIR), une association canadienne de l'industrie qui se consacre à l'investissement responsable. Ses membres comprennent des sociétés de fonds, des institutions financières, des sociétés de gestion d'actifs, des propriétaires d'actifs, des conseillers, des sociétés de recherche, des consultants et d'autres personnes qui pratiquent et soutiennent l'incorporation de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les décisions d'investissement. Pour en savoir plus, visitez www.riacanada.ca/fr/.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
SOMMAIRE EXÉCUTIF	4
INTRODUCTION	7
1. APERÇU DU MARCHÉ CANADIEN DE L'IR	9
Caractéristiques du marché	9
Répartition des actifs	10
Pourquoi les instituteurs tiennent-ils compte des facteurs ESG?	10
Énoncés de politique d'IR	11
Principaux facteurs ESG	12
2. ACTIFS D'IR PAR STRATÉGIE	17
Stratégies d'inclusion	18
Intégration ESG	18
Engagement des actionnaires	19
Investissement ESG thématique	22
Filtrage positif	22
Stratégies d'exclusion	23
Stratégies d'impact	25
3. ACTIFS D'IR PAR SEGMENTS DU MARCHÉ	27
Fonds de pension responsables	27
Investisseurs individuels	28
Fonds communs de placement responsables pour les particuliers	29
Fonds d'IR négociés en bourse	30
Fonds individuels de capital-risque responsables	30
4. PRATIQUES D'IR : INFORMATIONS ET CADRES ESG	32
5. PERSPECTIVES DE L'INDUSTRIE	35
ANNEXE A : MÉTHODOLOGIE	38
ANNEXE B : LISTES DES RÉPONDANTS AU SONDAGE	39
ANNEXE C : CALCUL DE LA TAILLE DE L'INDUSTRIE DE L'INVESTISSEMENT	40

AVANT-PROPOS

Au nom de Placements NEI, je suis ravi de vous présenter le Rapport 2020 sur les tendances d'IR. On a du mal à croire que l'investissement responsable représente plus de la moitié de l'ensemble des actifs investis au Canada seulement depuis deux ans, puisque sa proportion atteint aujourd'hui 61,8 %.

Au cours des dernières années, l'IR s'est développé de façon nouvelle, en occupant une place de plus en plus importante dans l'esprit des Canadiens et des gestionnaires d'actifs auxquels ils ont confié leur épargne. Même si les raisons essentielles motivant l'investissement responsable – minimisation du risque, amélioration des rendements, accomplissement du devoir fiduciaire et atteinte d'un but inscrit dans des valeurs – ont perduré, leur importance relative pourrait évoluer significativement au fil du temps.



Ce changement a déjà commencé dans les faits. Effectivement, lorsque l'on interroge les investisseurs sur les raisons essentielles qui, à leur avis, motiveront l'IR au cours des deux prochaines années, aucune de celles décrites ci-dessus ne figure en première place dans leurs réponses, contrairement à une demande croissante pour créer un impact.

Cela ne devrait pas nous surprendre. Les perturbations environnementales, économiques et sociales massives qui caractérisent l'époque actuelle ont alimenté, parmi les investisseurs, un important besoin de jouer un rôle actif dans l'avènement d'un changement fondamental que l'investissement responsable semble en mesure de combler. C'est la raison pour laquelle les organisations qui ont participé à ce rapport estiment quasiment toutes que l'investissement responsable enregistrera une croissance modérée à soutenue au cours des deux *prochaines* années. Notre offre fait l'objet d'une très forte demande et celle-ci ne peut qu'augmenter.

On ne peut toutefois considérer cette bonne nouvelle comme un fait accompli. En tant que praticiens de l'investissement responsable, nous assumons effectivement la responsabilité de satisfaire cette demande selon les termes définis par les investisseurs eux-mêmes. Or, ceux-ci nous informent qu'ils veulent jouer un rôle actif dans la façon dont nous suscitons le changement grâce à nos efforts.

Pendant des années, nous avons œuvré sans relâche, estimant (à juste titre) que notre action *pouvait* faire et ferait une différence. La plupart des investisseurs se tournent maintenant vers nous pour que nous leur permettions de favoriser les changements qu'ils convoitent en les *impliquant* dans notre processus.

En 2020, il ne s'agit plus de constater dans les chiffres la progression de l'investissement responsable, mais de reconnaître l'occasion qui se présente à *nous* pour l'exploiter avec confiance et détermination.

Frederick M. Pinto, CFA
VPP, responsable de la gestion des placements
Placements NEI et Patrimoine Aviso

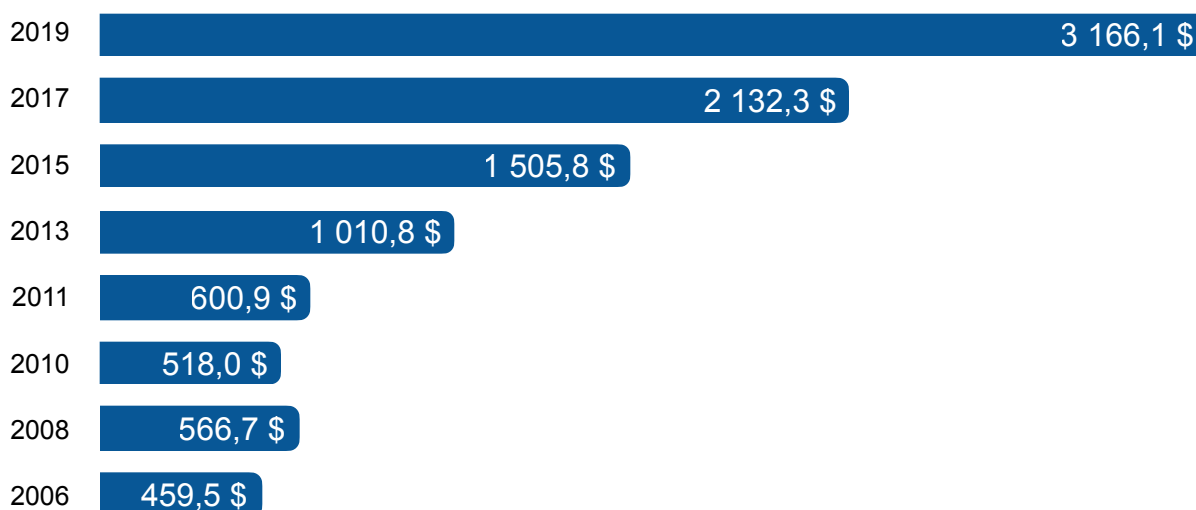
SOMMAIRE EXÉCUTIF

Le Rapport de tendances de l'investissement responsable canadien 2020 indique que l'investissement responsable (IR) a pris sa place en tant qu'approche d'investissement prédominante chez les investisseurs canadiens. Les données recueillies auprès de plus de 100 gestionnaires d'actifs, propriétaires d'actifs et sources accessibles au public révèlent que les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont de plus en plus intégrés dans les décisions d'investissement. Ce rapport décrit la taille, la croissance et les perspectives de l'IR au Canada et met en évidence les pratiques d'IR utilisées. Tous les chiffres sont ceux en vigueur au 31 décembre 2019 et sont exprimés en dollars canadiens.

Faits saillants

- 3,2 billions de dollars en actifs sous gestion (ASG) issus de l'IR.
- Croissance de 48 % des ASG issus de l'IR sur une période de deux ans.
- L'IR représente 61,8 % de l'industrie canadienne de l'investissement, en hausse par rapport à 50,6 % il y a deux ans.
- L'actif des fonds communs de placement de particuliers issus de l'IR est passé de 11,1 à 15,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 36 % sur deux ans.
- Les deux stratégies d'IR les plus importantes par ASG sont : (1) l'intégration ESG et (2) l'engagement des actionnaires.
- Les cadres ESG les plus souvent utilisés par les répondants dans leur analyse d'investissement sont : (1) Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TCFD) ; (2) les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies ; et (3) le Sustainability Accounting Standards Board (SASB).
- Les répondants au sondage ont indiqué que les quatre principales raisons de considérer les facteurs ESG sont les suivantes : (1) minimiser les risques au fil du temps (2) améliorer les rendements au fil du temps (3) remplir leur obligation fiduciaire et (4) remplir la mission, le but ou les valeurs.
- 97 % des répondants s'attendent à un niveau de croissance de l'IR modéré ou élevé pour les deux prochaines années.

Actifs de l'investissement responsable canadien (milliards)



Au 31 décembre 2019, les données d'enquête et les recherches documentaires supplémentaires menées par l'AIR montrent que les actifs canadiens gérés à l'aide d'au moins une stratégie d'IR sont passés à 3,2 billions de dollars, comparativement à 2,1 billions de dollars à la fin de 2017. Cela correspond à une croissance de 48,5 % de l'actif d'IR sous gestion sur une période de deux ans—soit l'équivalent de 21,9 % de croissance annualisée sur deux ans. L'IR comprend la majorité des actifs gérés par des professionnels au Canada, soit 61,8 % de l'ensemble des ASG canadiens.¹ Il s'agit d'une plus grande part du marché global que deux ans auparavant, lorsque qu'ils atteignaient le cap de 50,6 % de l'industrie canadienne des placements.

La croissance des actifs d'IR au Canada est parallèle à la croissance du nombre de propriétaires d'actifs et de gestionnaires d'actifs canadiens signataires des Principes pour l'investissement responsable (PRI) soutenus par l'ONU, qui est passé de 96 à 147 signataires au cours de la période de deux ans couverte par ce rapport.

L'investissement responsable est un terme générique qui comprend plusieurs stratégies différentes, et les investisseurs utilisent souvent plus d'une stratégie d'IR dans leurs processus d'investissement. L'intégration ESG est de loin la stratégie dominante au Canada, avec 3,0 billions de dollars en ASG, soit environ 97 % de tous les ASG issus de l'IR déclarés. L'intégration ESG réfère au processus d'intégration systématique des facteurs ESG dans l'analyse d'investissement et la prise de décision traditionnelles. Le nombre d'institutions qui intègrent des facteurs ESG dans l'ensemble de leurs actifs a augmenté, de même que le total de leurs ASG. L'intégration ESG est, de toute évidence, devenue une pratique « habituelle » pour de nombreux investisseurs institutionnels au Canada.

L'engagement des actionnaires, qui est une forme de propriété active qui utilise le dialogue auprès des entreprises et l'activisme actionnarial pour améliorer les pratiques ESG, est la deuxième stratégie d'IR en importance, avec 2,7 billions de dollars en ASG. Nous avons constaté un chevauchement important chez les répondants au sondage, qui ont déclaré utiliser à la fois des stratégies d'intégration ESG et d'engagement des actionnaires, ce qui indique que celles-ci sont souvent utilisées en tandem.

Les actifs d'IR sous gestion ont connu une croissance globale à la fois chez les investisseurs institutionnels et individuels. Les répondants au sondage de cette année ont géré 2300 milliards de dollars pour le compte de clients institutionnels, contre 882 milliards de dollars pour le compte d'investisseurs individuels. Il y a deux ans, les répondants au sondage ont déclaré 1700 milliards de dollars gérés pour le compte de clients institutionnels et 435,7 milliards de dollars pour le compte des clients individuels. La part de ces derniers sur le marché total de l'IR est passée de 20 % à 28 % au cours des deux dernières années. Si cette croissance reflète dans une certaine mesure une demande croissante chez les investisseurs individuels, elle est en grande partie représentative des sociétés de gestion d'actifs qui mettent en œuvre une stratégie d'intégration ESG pour l'ensemble de leurs actifs, y compris les fonds de détail qui ne sont pas nécessairement étiquetés ou commercialisés comme des investissements responsables.

La demande croissante pour l'IR parmi les investisseurs individuels est satisfaite par une plus grande disponibilité et une plus grande diversité de produits d'IR de détail, alors que les sociétés d'IR de longue date élargissent leurs offres de produits et que les nouveaux venus dans l'espace lancent des produits d'IR. Les actifs des fonds communs de placement de détail désignés responsables ont augmenté pour atteindre 15,11 milliards de dollars, contre

¹ La somme de tous les actifs gérés professionnellement au Canada est estimée à 5,122 billions de dollars. Ce calcul est basé sur des données exclusives fournies par le Canadian Institutional Investment Network et des données accessibles au public de l'IFIC et de l'OCDE. Voir l'Annexe C pour le calcul.

11,07 milliards de dollars deux ans auparavant, soit une croissance de 36 % sur deux ans.² Entre-temps, les actifs des fonds négociés en bourse (FNB) gérés dans le cadre de stratégies d'IR ont plus que doublé au cours des deux dernières années, passant de 240,6 millions de dollars à 654,9 millions de dollars.³ Le marché connaît des flux de fonds vers les fonds de détail d'IR et les FNB, dans un contexte où les investisseurs individuels, et en particulier les jeunes investisseurs, font part d'un fort intérêt pour l'IR, comme l'indique notre Sondage d'opinion des investisseurs de l'AIR 2020, qui se concentre sur les perspectives des investisseurs de détail.

L'investissement responsable est bien établi au Canada, et cela va de pair avec la reconnaissance croissante parmi les professionnels de l'investissement que les facteurs ESG peuvent avoir une incidence importante sur le risque et le potentiel de rendement d'un investissement. Les répondants au sondage ont indiqué que leurs quatre principales raisons de considérer les facteurs ESG sont les suivantes : (1) minimiser les risques au fil du temps (2) améliorer les rendements au fil du temps (3) remplir leur obligation fiduciaire et (4) accomplir la mission, le but ou les valeurs.

Les investisseurs responsables doivent avoir accès à des données solides sur les facteurs ESG qu'ils étudient dans leurs analyses d'investissement. Cette année, nous avons demandé aux répondants de nous dire quelles sources ils utilisent pour obtenir des données ESG. La principale source mentionnée est l'engagement direct avec les entreprises, suivie des rapports de durabilité ou des rapports intégrés des entreprises. La majorité des répondants au sondage font également appel à des firmes de recherche ESG spécialisées.

Il existe de nombreuses normes et cadres mondiaux de divulgation d'entreprise que celles-ci peuvent utiliser pour mesurer et rendre compte de leur performance ESG. Les répondants ont indiqué que les normes/cadres les plus couramment pris en compte dans leur analyse d'investissement sont le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TCFD), les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et le Sustainability Accounting Standards Board (SASB).

Les investisseurs responsables canadiens ont été presque unanimes dans leurs perspectives positives pour l'IR, alors que 97 % des répondants s'attendent à une croissance de modérée à élevée au cours des deux prochaines années. Il s'agit d'une augmentation significative par rapport à notre dernier sondage, dans lequel 87 % des personnes interrogées s'attendaient à une telle croissance. Les répondants s'attendent à ce que le principal moteur de cette croissance soit la demande des investisseurs pour l'ESG/l'impact, suivie par le changement climatique et une plus grande sensibilisation du public aux enjeux ESG. Les répondants au sondage ont également déterminé ce qu'ils perçoivent comme un frein à la croissance de l'IR. Le manque de données fiables a été majoritairement cité comme le principal facteur de dissuasion, suivi de la méfiance et des préoccupations concernant l'écoblanchiment, puis du manque d'exigences législatives et réglementaires.

² Ces chiffres réfèrent aux fonds de détail qui sont étiquetés et commercialisés comme des produits d'IR, étayés par des politiques d'IR dans les documents réglementaires tels que le prospectus et l'Aperçu du fonds. Les données sur les fonds communs de placement et les FNB responsables ont été fournies par Fundata, complétées par des recherches de l'AIR.

³ Les investissements dans les FNB sont également disponibles pour les investisseurs institutionnels, qui représentent une partie de la croissance de ce segment de marché.

INTRODUCTION

L'IR fait généralement référence à l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans la sélection et la gestion des investissements. Au Canada et dans le monde, nous avons constaté une augmentation de l'adoption de l'IR au cours des dernières années, au point que l'IR peut maintenant être considérée comme un courant dominant. Cette croissance reflète l'évolution de la réflexion des professionnels de l'investissement selon laquelle la prise en compte des facteurs ESG importants, parallèlement aux facteurs financiers, facilite une analyse plus approfondie des investissements et est compatible avec l'obligation fiduciaire.

Il existe de nombreux termes différents pour décrire les différentes stratégies ou approches en matière d'investissement responsable. Afin de normaliser le langage et de permettre la comparabilité entre les régions, l'AIR et ses organisations homologues de la Global Sustainable Investment Alliance (GSIA) utilisent une terminologie cohérente pour sept stratégies d'IR : intégration ESG, engagement des actionnaires, filtrage basé sur des normes, investissement ESG thématique, investissement d'impact, filtrage négatif et filtrage positif. Ces stratégies d'IR sont définies dans le tableau ci-dessous.

	Stratégie d'IR	Description
Impact	Investissement d'impact	Investissements réalisés dans l'intention de générer un impact social et environnemental positif et mesurable ainsi qu'un rendement financier.
	Engagement des actionnaires	Utilisation du pouvoir des actionnaires pour améliorer les performances ESG d'une entreprise. Par exemple, un investisseur peut voter par procuration, déposer des résolutions d'actionnaires et engager un dialogue avec les entreprises pour améliorer leurs émissions de gaz à effet de serre ou la diversité au sein de leurs dirigeants.
Inclusive	Investissement ESG thématique	Investissements ciblés sur des thèmes ESG spécifiques tels que les technologies propres, les femmes au leadership, les solutions de l'eau, etc. Un thème ESG définit l'univers investissable.
	Filtrage positif	Inclusion systématique des entreprises sur la base de performances ESG positives par rapport à leurs pairs dans divers secteurs. Aussi connu comme le « meilleur de sa catégorie ».
	Intégration ESG	Processus d'intégration systématique des facteurs ESG dans l'analyse financière traditionnelle. Les données ESG sont intégrées aux mesures financières traditionnelles lors de l'évaluation de la valeur d'une entreprise. Stratégie d'IR la plus importante au Canada.
Exclusive	Filtrage négatif	Exclusion systématique d'entreprises, d'industries ou de secteurs spécifiques de l'univers d'investissement sur la base de valeurs personnelles, de considérations éthiques ou de caractéristiques ESG négatives.
	Filtrage basé sur les normes	Investissements réalisés en conformité avec les normes et standards internationaux tels que les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ou les Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales.

Conformément à la terminologie du GSIA, tous les actifs couverts dans le présent rapport sont alignés sur une ou plusieurs de ces sept stratégies d'IR, et les répondants ont fourni leurs données en conséquence. Notez que les investisseurs responsables appliquent souvent plus d'une stratégie d'IR dans leurs processus d'investissement.

Nous reconnaissons que la terminologie de l'IR peut être complexe et déroutante pour les observateurs, et que par conséquent les non-spécialistes peuvent avoir du mal à s'y retrouver. En 2019, nous avons vu les titres des médias préoccupés par « l'écoblanchiment » ou la fausse représentation dans l'IR. Cela peut être attribué en grande partie à la confusion du marché découlant de la complexité et des nuances de l'IR. Par exemple, lorsqu'un observateur apprend qu'un fonds est commercialisé comme responsable ou durable, il peut supposer qu'il exclut certaines industries, sans savoir qu'il existe en fait sept stratégies d'IR différentes, dont certaines sont inclusives et d'autres exclusives. Le tableau ci-dessus regroupe les différentes stratégies d'IR en trois groupes qui sont plus simples et plus intuitifs pour les observateurs et les non-spécialistes : inclusives, exclusives et axées sur l'impact. Cette terminologie simplifiée a été promue par le [Investment Company Institute](#) et le [Institute of International Finance](#), et nous estimons que ce langage plus simple est utile pour parler des stratégies d'IR dans le domaine public.

À l'automne 2020, le CFA Institute a lancé une consultation concernant l'élaboration d'une norme industrielle mondiale volontaire qui établirait des exigences de divulgation pour les produits de placement ayant des caractéristiques liées à l'ESG. Le but du CFA Institute ESG Disclosure Standard for Investment Products est de fournir une plus grande transparence et comparabilité pour les investisseurs en permettant aux gestionnaires d'actifs de communiquer clairement les caractéristiques ESG de leurs produits d'investissement. La norme devrait être publiée en 2021.⁴ La terminologie utilisée dans ce rapport est en grande partie alignée sur le projet de terminologie du CFA Institute, et nous prévoyons de renforcer cet alignement une fois la norme finalisée.

Groupe d'experts sur la finance durable du Canada

Le Groupe d'experts sur la finance durable du Canada a publié son rapport final en juin 2019, [Mobiliser la finance pour une croissance durable](#). Le rapport énonce 15 recommandations pour soutenir la croissance et le développement de la finance durable au Canada afin de permettre la transition du Canada vers une économie intelligente face au climat, résiliente et prospère.

L'AIR et les investisseurs institutionnels canadiens ont accueilli favorablement les recommandations du groupe d'experts et ont publié une déclaration approuvant la finance durable au Canada, [Les investisseurs canadiens soutiennent la finance durable](#).

L'AIR appuie l'élaboration de plusieurs des recommandations du Groupe d'experts, et cela continuera d'être au centre de notre travail de plaidoyer. À l'avenir, nous nous attendons à ce que l'adoption des recommandations du Groupe d'experts favorise l'élaboration de pratiques solides de financement durable au Canada.

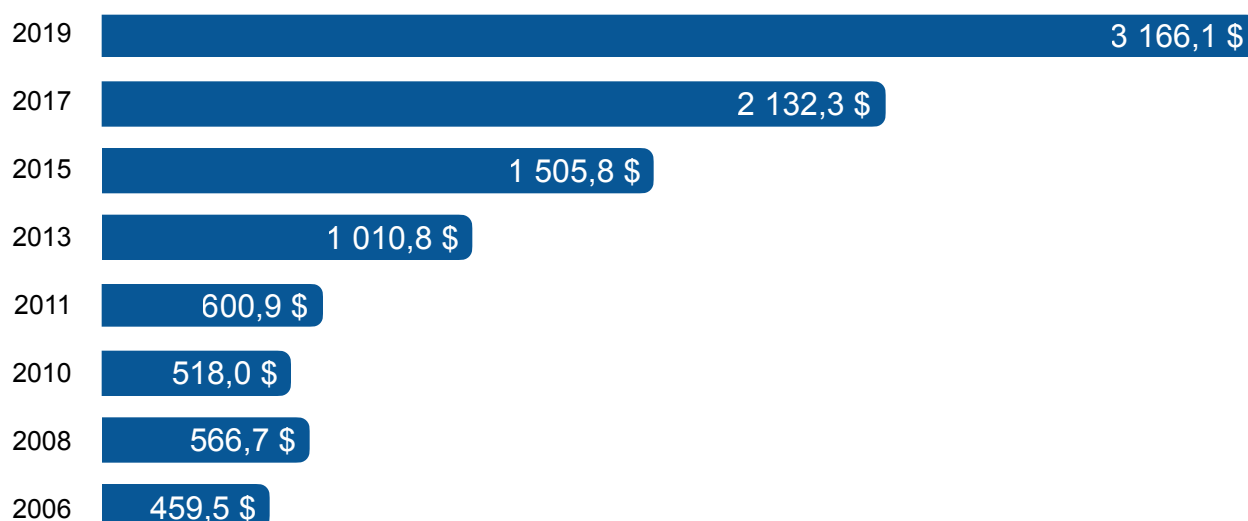
⁴ CFA Institute (2020), [Consultation Paper on the Development of the CFA Institute ESG Disclosure Standards for Investment Products](#)

1. APERÇU DU MARCHÉ CANADIEN DE L'IR

Caractéristiques du marché

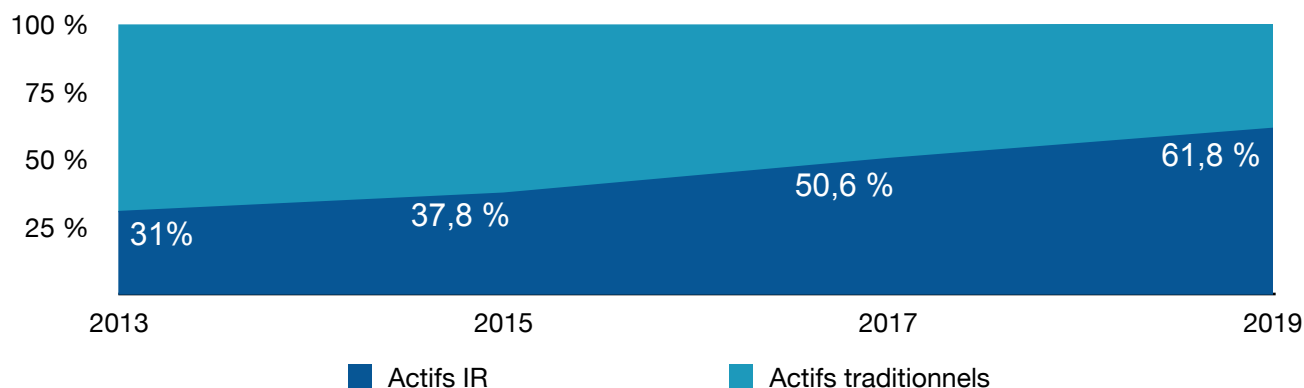
L'investissement responsable a connu une croissance rapide au Canada au cours des deux dernières années. Au 31 décembre 2019, les actifs d'IR sous gestion s'élevaient à 3,2 billions de dollars. Cela correspond à une croissance de 48,5 % de l'actif d'IR sous gestion sur la période de deux ans - soit l'équivalent d'une croissance annualisée de 21,9 %.

Actifs de l'investissement responsable canadien (milliards)



L'IR compose la majorité des actifs gérés par des professionnels au Canada, soit 61,8 % de l'ensemble des ASG canadiens.⁵ Il s'agit d'une plus grande part du marché global que deux ans auparavant, lorsque les actifs d'IR représentaient 50,6 % de l'industrie canadienne des placements.

Part de marché de l'investissement responsable au Canada



⁵ La somme de tous les actifs gérés professionnellement au Canada est estimée à 5,122 billions de dollars. Ce calcul est basé sur des données exclusives fournies par le Canadian Institutional Investment Network et des données accessibles au public de l'IFIC et de l'OCDE. Voir l'Annexe C pour le calcul. La valeur comparative du marché était de 4,214 billions de dollars au 31 décembre 2017.

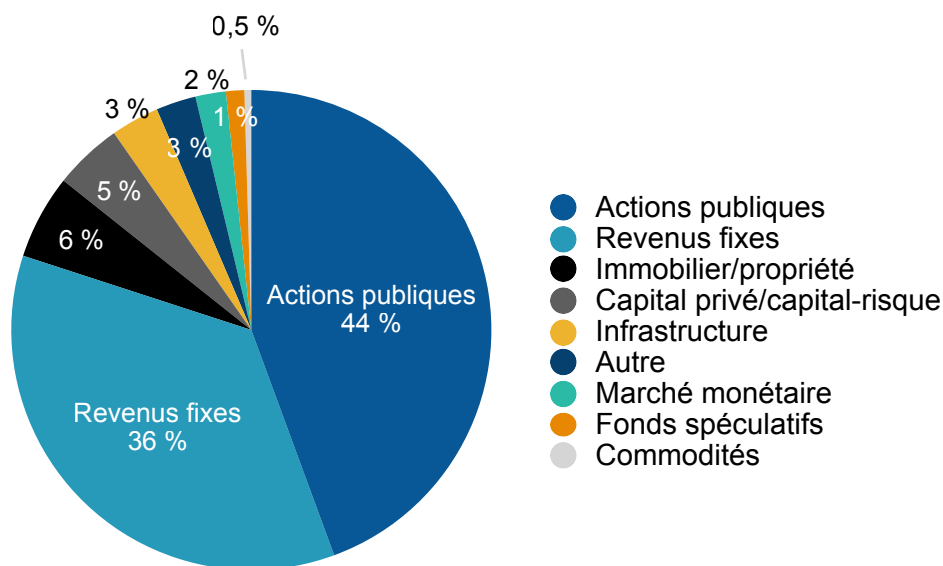
Le graphique ci-dessus illustre l'adoption croissante de l'IR sur le marché canadien, comme en témoigne la part croissante de l'IR dans le total des ASG gérés par des professionnels.

La croissance de l'IR est attribuable à de nombreux facteurs, y compris une plus grande adoption de l'IR par les gestionnaires de placements et les propriétaires d'actifs dans toutes les catégories d'actifs, ainsi que les flux d'actifs et l'appréciation de l'actif.

Répartition des actifs

Au 31 décembre 2019, les actions publiques et les titres à revenu fixe représentaient la majorité des actifs d'IR au Canada. Les actions publiques représentent 45 % des actifs d'IR, contre 36 % il y a deux ans. Les titres à revenu fixe représentent 35 % des actifs de l'IR, une légère hausse par rapport aux 34 % déclarés en 2017. Selon un rapport du CFA Institute, les pratiques d'intégration ESG au Canada sont plus répandues chez les spécialistes des actions que chez les spécialistes des titres à revenu fixe.⁶

L'immobilier et le capital-investissement/capital de risque représentent respectivement 6 % et 5 % de tous les actifs de l'IR au Canada, et les autres catégories d'actifs représentent des parts plus petites. Le graphique ci-dessous présente une ventilation détaillée par classe d'actifs d'IR sous gestion rapporté dans le sondage de cette année.



Pourquoi les instituteurs tiennent-ils compte des facteurs ESG?

Les répondants au sondage ont été invités à classer leurs trois principales motivations à tenir compte des facteurs ESG dans leurs décisions d'investissement. Les deux principales raisons invoquées sont la réduction du risque et l'amélioration des rendements, comme le montre le tableau ci-dessous. Ce classement relatif demeure inchangé depuis notre sondage précédent. Ces résultats suggèrent que les investisseurs institutionnels continuent de mettre l'accent sur l'analyse de rentabilisation de l'intégration des facteurs ESG dans les décisions d'investissement : la capacité de générer de meilleurs rendements ajustés au risque.

⁶ CFA Institute (2020). [ESG Integration in Canada](#).

Le respect des obligations fiduciaires et l'accomplissement de la mission, de l'objectif ou des valeurs se classaient respectivement au troisième et au quatrième rang. Cela est cohérent avec la prédominance de l'intégration ESG parmi les investisseurs responsables canadiens et pourrait indiquer un changement d'opinion des investisseurs selon lequel l'investissement responsable est « la bonne chose à faire » pour gérer les actifs dans le meilleur intérêt de leurs clients et bénéficiaires. L'importance accordée à l'obligation fiduciaire est remarquable étant donné qu'il y a deux ans, les répondants l'ont classé comme le principal moteur de l'adoption future de l'IR.

Raisons de tenir compte des facteurs ESG les plus fréquemment citées⁷

Rang	Note	Facteur
1	97	Minimiser le risque dans le temps
2	82	Améliorer les rendements dans le temps
3	67	Respecter l'obligation fiduciaire
4	65	Accomplir la mission, le but ou les valeurs
5	49	Répondre à la demande du client/bénéficiaire
6	26	Avoir un impact social/environnemental
7	0	Respecter les exigences législatives/réglementaires

N = 64

La compréhension de la façon dont l'intégration ESG est cohérente avec l'obligation fiduciaire d'un gestionnaire de placement est devenue plus largement acceptée dans le secteur de l'investissement. Considérer toutes les informations pertinentes et les risques significatifs dans l'analyse des investissements et la prise de décision implique de tenir compte des informations et des risques ESG pertinents et significatifs.

Pour clarifier davantage les obligations fiduciaires, les régulateurs pourraient codifier comment les facteurs ESG pourraient ou devraient être intégrés dans les décisions d'investissement. En 2019, le Groupe d'experts sur la finance durable du Canada a recommandé l'élaboration d'un Code canadien d'intendance pour les fiduciaires d'investissement décrivant la manière dont ils devraient rendre compte du changement climatique et d'autres enjeux ESG importants.⁸ À titre d'exemple, le UK Stewardship Code 2020 établit les attentes concernant l'intégration ESG pour les propriétaires d'actifs et les gestionnaires d'actifs signataires en vertu du principe 7 : « Les signataires intègrent systématiquement la gérance et l'investissement, y compris les questions environnementales, sociales et de gouvernance matérielles, et le changement climatique, pour s'acquitter de leurs responsabilités. »⁹

Énoncés de politique d'IR

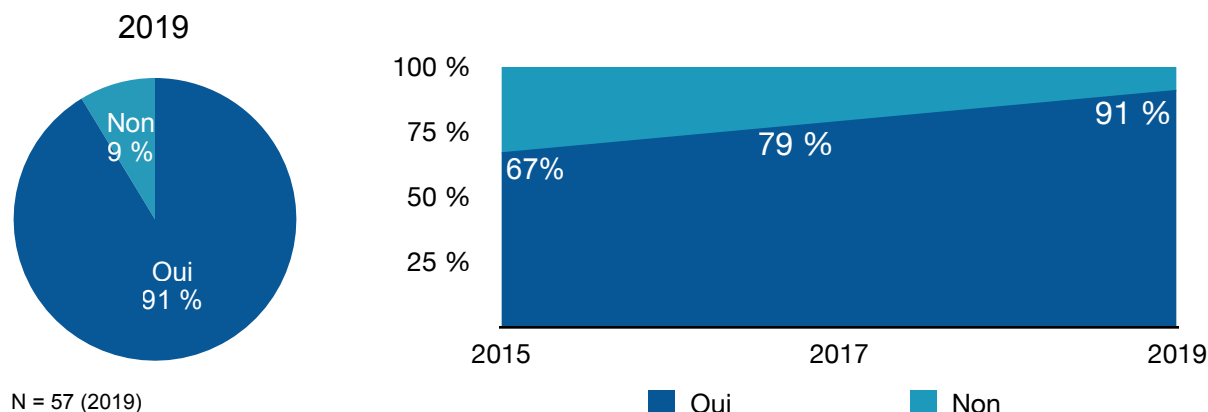
Nos sondages ont suivi au fil du temps le nombre d'organisations qui divulguent un énoncé formel de politique d'investissement responsable. Ces résultats sont présentés ci-dessous.

⁷ Voir la méthodologie de comptabilisation à l'Annexe A.

⁸ Environnement et Changement climatique Canada (2019). [Rapport final du Groupe d'experts sur la finance durable](#).

⁹ Financial Reporting Council (2020). [The UK Stewardship Code 2020](#).

Votre organisation a-t-elle un énoncé de politique d'investissement responsable (IR)?



Entre 2017 et 2019, le pourcentage de répondants au sondage qui divulguent leurs pratiques d'IR dans une politique officielle est passé de 79 % à 91 %. Cela indique une maturation de l'IR au Canada, car les investisseurs reconnaissent que l'officialisation de leurs pratiques d'IR favorise la transparence et la responsabilité de leurs investisseurs et parties prenantes.

Principaux facteurs ESG

Les personnes interrogées ont été invitées à indiquer les facteurs ESG qu'elles ont intégrés dans leurs décisions d'investissement. Vous trouverez ci-dessous les résumés des données pour les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Enjeux environnementaux les plus souvent cités

Rang	Nb répondants	Enjeu environnemental
1	46	Atténuation des changements climatiques
2	41	Efficacité énergétique
3	39	Adaptation aux changements climatiques
4	33	Pollution/produits toxiques
5	30	Gestion des déchets et des matières dangereuses
6	29	Solutions/infrastructures hydrauliques
7	24	Biodiversité / Ressources naturelles durables
8	18	Agriculture durable
9	10	Autre

N = 57

Comme l'indique le tableau ci-dessus, le changement climatique et les préoccupations liées au climat ont dominé la liste des facteurs environnementaux que les investisseurs envisagent. L'atténuation du changement climatique était le facteur le plus cité, tandis que l'adaptation au changement climatique se classait au 3e rang, avec l'efficacité énergétique occupant la 2e

place. Cela est conforme aux conclusions de nos rapports de 2018 et 2016, lorsque le changement climatique et les émissions de carbone étaient les principaux facteurs environnementaux. La pollution/ les substances toxiques et la gestion des déchets et des matières dangereuses étaient les autres principales considérations environnementales.

Il n'est pas surprenant que les questions liées au changement climatique soient restées une préoccupation majeure des investisseurs, car l'Accord de Paris et d'autres initiatives mondiales ont mis en lumière les risques associés au réchauffement de la planète et les risques de transition associés au passage à une économie sobre en carbone.

La Banque du Canada et d'autres banques centrales du Network for Greening the Financial System (NGFS) ont reconnu que les changements climatiques posent un risque systémique non diversifiable pour les économies canadienne et mondiale. Le NGFS a donné la priorité à la recherche pour comprendre les impacts macroéconomiques du changement climatique et la transition vers une économie sobre en carbone.¹⁰ Les risques liés au changement climatique étant systémiques, ils ne peuvent être évités en excluant un ou deux secteurs d'un portefeuille. Ils ont un impact sur tous les secteurs, et les investisseurs ont la responsabilité de gérer les risques et opportunités climatiques au nom de leurs clients et bénéficiaires.

Soulignant le rôle important du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique, le COP26 Private Finance Agenda a été lancé en février 2020 avec l'objectif que chaque décision financière professionnelle tienne compte du changement climatique.¹¹

Enjeux sociaux les plus souvent cités

Rang	Nb répondants	Enjeu social
1	46	Pratiques liées au travail
2	45	Droits de l'homme
3	43	Santé et sécurité
4	40	Diversité et inclusion des employés
5	34	Qualité et sécurité des produits
5	34	Gestion de la chaîne d'approvisionnement
6	30	Protection des données et confidentialité
6	30	Relations avec les communautés
7	24	Relations avec les autochtones
8	23	Relations avec les clients
8	23	Pratiques de vente et étiquetage des produits

¹⁰ Network for Greening the Financial System (2020). *The Macroeconomic and Financial Stability Impacts of Climate Change Research Priorities*.

¹¹ Bank of England (2020). "COP 26 Private Finance Agenda launched".

L'atténuation du changement climatique consiste à réduire les sources d'émissions de GES (et autres substances qui ont un effet de chauffage sur le climat) dans l'atmosphère ou à améliorer les puits pour éliminer les gaz à effet de serre de l'atmosphère.

L'adaptation au changement climatique est le processus d'ajustement aux changements climatiques réels ou prévus, pour modérer ou éviter les préjudices ou exploiter les possibilités avantageuses.

Source: Rapport sur le climat changeant du Canada

Rang	Nb répondants	Enjeu social
9	22	Esclavage moderne / traite des êtres humains
10	16	Régimes d'oppression
10	16	Transition juste
11	12	Autre

N = 55

Le tableau ci-dessus résume le classement des enjeux sociaux que les investisseurs intègrent dans leur analyse d'investissement. Comme ce fut le cas en 2015 et 2017, les pratiques liées travail et les droits de l'homme ont les enjeux sociaux plus fréquemment cités dans le sondage de cette année, suivis par la santé et la sécurité et la diversité et l'inclusion des employés.

Ces enjeux sociaux sont définitivement passés au premier plan en 2020. Au moment d'écrire ces lignes, le Canada connaît la deuxième vague de la pandémie de COVID-19. Bien que celle-ci soit essentiellement une crise sanitaire, elle a provoqué des perturbations sans précédent à tous les niveaux de l'économie. Et finalement, cela a été une crise pour les gens – ceux qui sont au cœur de chaque organisation. Au début de la pandémie, les investisseurs responsables ont préconisé que les entreprises prennent soin de leurs travailleurs, et à ce jour 335 investisseurs institutionnels signataires de longue date représentant plus de 9,5 billions de dollars américains ont signé la *Déclaration des investisseurs concernant la réponse au coronavirus*.¹² Les signataires exhortent les entreprises à accorder des congés payés, à prioriser la santé et la sécurité des employés et à maintenir les emplois.

L'Année 2020 a également marqué un tournant dans la lutte contre l'injustice et l'inégalité raciales dans nos sociétés et sur nos lieux de travail avec comme élément déclencheur le meurtre de George Floyd par la police en mai 2020 et l'indignation publique qui a suivi cet événement. Les investisseurs responsables au Canada ont répondu massivement à la *Déclaration des investisseurs canadiens sur la diversité et l'inclusion*. Ses signataires s'engagent à prendre des mesures pour intégrer la diversité et l'inclusion (D&I) dans leurs processus d'investissement et pour renforcer les pratiques de D&I au sein de leurs propres institutions. À ce jour, la Déclaration a recueilli le soutien de 61 organisations d'investissement représentant plus de 4 billions de dollars en ASG.¹³

Alors que le « S » d'ESG a récemment davantage attiré l'attention, les investisseurs responsables ont longtemps cru que les entreprises bien gouvernées avec de solides performances et pratiques sociales et environnementales étaient susceptibles d'être de meilleurs investissements à long terme. En 2019, la Business Roundtable basée aux États-Unis a articulé une nouvelle vision pour une entreprise qui s'est éloignée de la « primauté des actionnaires » dans la gestion d'une entreprise et s'est effectivement alignée sur les points de vue des investisseurs responsables. Ces 181 chefs de la direction de grandes entreprises ont déclaré qu'en plus d'offrir une valeur à long terme à leurs actionnaires, les entreprises devraient également créer de la valeur pour leurs clients, investir dans les employés, traiter équitablement avec les fournisseurs et soutenir les communautés dans lesquelles elles opèrent.¹⁴

¹² Interfaith Center for Corporate Responsibility (2020). *Investor Statement on Coronavirus Response*.

¹³ Association pour l'investissement responsable (2020). *Déclaration des investisseurs canadiens sur la diversité et l'inclusion*

¹⁴ Business Roundtable (2019). "Business Roundtable Redefines the Purpose of a Corporation to Promote 'An Economy That Serves All Americans'".

Enjeux de gouvernance les plus souvent cités

Rang	Nb répondants	Enjeu de gouvernance
1	44	Diversité du conseil et inclusion
1	44	Rémunération des dirigeants
2	43	Indépendance des administrateurs
3	39	Droits des actionnaires
4	38	Pot-de-vin et corruption
5	35	Mise en candidature des administrateurs
6	27	Cybersécurité
7	23	Contributions politiques/lobbying
7	23	Évasion fiscale
7	23	Culture
8	12	Autre

N = 55

Dans la catégorie Gouvernance, le tableau ci-dessus montre que les trois principaux enjeux cités par les répondants au sondage étaient la diversité et l'inclusion des conseils d'administration, la rémunération des dirigeants et les administrateurs indépendants. Ils étaient également les 3 principaux problèmes de gouvernance cités dans notre rapport de 2018.

Les investisseurs responsables travaillent depuis longtemps à améliorer la diversité au sein des conseils d'administration. Bien qu'à ce jour, l'accent ait été largement mis sur la diversité des sexes, la prise de conscience accrue de l'inégalité raciale en 2020, comme indiqué précédemment sous les questions sociales, a également mis en évidence la nécessité d'améliorer la diversité des entreprises « au-delà du genre » pour traiter d'autres formes de diversité telles que la race et l'ethnicité dans les postes de direction d'entreprise.

Depuis 2014, la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) oblige les sociétés émettrices à divulguer le sexe des administrateurs et des cadres supérieurs. Cela a permis aux investisseurs d'accéder aux données dont ils ont besoin pour mesurer les progrès des entreprises, ce qui les aide à éclairer leurs décisions d'investissement ainsi que les activités d'engagement auprès des entreprises et de vote par procuration.

Cependant, la divulgation par les entreprises de la diversité raciale et ethnique fait largement défaut. Une étape visant à combler cette lacune de données est entrée en vigueur le 1er janvier 2020, lorsque les sociétés cotées en bourse régies par la Loi canadienne sur les sociétés par actions (LCSA) ont été tenues de divulguer leurs politiques et pratiques liées à la diversité au sein de leurs conseils et de la haute direction. Les divulgations requises comprennent la proportion de femmes, d'Autochtones, de personnes handicapées et de membres de minorités visibles.¹⁵ Le Canada est devenu la première juridiction au monde à exiger la divulgation de caractéristiques de diversité spécifiques en plus du sexe..

¹⁵ Gouvernement du Canada, [Divulgarion de la diversité au sein du conseil d'administration et des membres de la haute direction entre en vigueur](#)

À l'été 2020, Norton Rose Fulbright a analysé la première série de divulgations sur la diversité des entreprises en vertu de la nouvelle exigence de la LCSA et a constaté que les femmes continuent d'être sous-représentées dans les entreprises canadiennes, puisqu'elles n'occupent que 19 % des sièges au conseil d'administration et 17,1 % des postes de direction — bien qu'elles représentent 50 % de la population canadienne. Et bien que les membres des groupes de minorités visibles représentent 28,4 % de la population canadienne, les personnes racialisées n'occupent que 4,7 % des sièges au conseil d'administration et 7,4 % des postes de haute direction au Canada.¹⁶

L'analyse de rentabilisation soutenant l'amélioration de la diversité raciale et ethnique au niveau du conseil d'administration et de la direction s'est avérée solide. Un rapport McKinsey de 2019 a révélé que les entreprises du quartile supérieur en matière de diversité ethnique et culturelle dans les équipes de direction surclassaient de 36 % leurs homologues du dernier quartile en termes de rentabilité.¹⁷ Une autre étude a révélé que les entreprises dotées des équipes de direction les plus diversifiées sur le plan ethnique sont 33 % plus susceptibles de surpasser leurs pairs en termes de rentabilité, tandis que les entreprises dont les conseils d'administration sont les plus diversifiés sur le plan ethnique sont 43 % plus susceptibles de réaliser des bénéfices plus élevés.¹⁸ Il reste encore beaucoup à faire aux investisseurs responsables pour faire progresser la diversité des entreprises au Canada et dans le monde.

¹⁶ Norton Rose Fulbright Canada LLP (2020). [Diversity and inclusion: A look at current disclosure, challenges and improvements](#).

¹⁷ Centre for International Governance Innovation and The Pierre Elliott Trudeau Foundation (2017). [Diversity Dividend: Canada's Global Advantage](#).

¹⁸ McKinsey & Company (2018). [Delivering Through Diversity](#).

2. ACTIFS D'IR PAR STRATÉGIE

L'investissement responsable englobe de nombreuses approches différentes pour prendre en compte les facteurs ESG dans les décisions d'investissement. Alors que les racines de l'IR reposent sur un filtrage d'exclusion, les investisseurs appliquent désormais une gamme de stratégies pour intégrer les facteurs ESG dans leurs processus d'investissement. L'AIR et ses organisations homologues de la Global Sustainable Investment Alliance (GSIA) ont mis au point et utilisent une terminologie cohérente pour sept stratégies d'IR : intégration ESG, engagement des actionnaires, filtrage basé sur des normes, investissement ESG thématique, investissement d'impact, filtrage négatif et filtrage positif. Aux fins du sondage, nous utilisons le terme investissement responsable comme terme générique pour englober ces différentes stratégies d'IR.

Comme expliqué dans l'introduction de ce rapport, nous classons les stratégies d'IR en trois catégories simplifiées afin d'utiliser un langage plus clair et moins ésotérique dans nos combinaisons publiques : stratégies inclusives, exclusives et axées sur l'impact. Le tableau ci-dessous fournit des définitions et une présentation visuelle pour montrer comment les trois catégories simplifiées correspondent aux sept stratégies d'IR que nous suivons dans ce sondage.

	Stratégie d'IR	Description
Impact	Investissement d'impact	Investissements réalisés dans l'intention de générer un impact social et environnemental positif et mesurable ainsi qu'un rendement financier
	Engagement des actionnaires	Utilisation du pouvoir des actionnaires pour améliorer les performances ESG d'une entreprise. Par exemple, un investisseur peut voter par procuration, déposer des résolutions d'actionnaires et engager un dialogue avec les entreprises pour améliorer leurs émissions de gaz à effet de serre ou la diversité au sein de leurs dirigeants.
Inclusive	Investissement ESG thématique	Investissements ciblés sur des thèmes ESG spécifiques tels que les technologies propres, les femmes au leadership, les solutions de l'eau, etc. Un thème ESG définit l'univers investissable
	Filtrage positif	Inclusion systématique des entreprises sur la base de performances ESG positives par rapport à leurs pairs dans divers secteurs. Aussi connu comme le « meilleur de sa catégorie ».
	Intégration ESG	Processus d'intégration systématique des facteurs ESG dans l'analyse financière traditionnelle. Les données ESG sont intégrées aux mesures financières traditionnelles lors de l'évaluation de la valeur d'une entreprise. Stratégie d'IR la plus importante au Canada.
Exclusive	Filtrage négatif	Exclusion systématique d'entreprises, d'industries ou de secteurs spécifiques de l'univers d'investissement sur la base de valeurs personnelles, de considérations éthiques ou de caractéristiques ESG négatives.

	Stratégie d'IR	Description
Exclusive	Filtrage basé sur les normes	Investissements réalisés en conformité avec les normes et standards internationaux tels que les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ou les Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales.

Notre sondage en ligne a fourni des définitions des différentes stratégies d'IR à nos répondants, mais ultimement, nos données sont basées sur l'autodéclaration. Notez que les actifs peuvent suivre plusieurs stratégies d'IR. Par conséquent, les totaux de chaque catégorie donnent un montant supérieur au total des actifs sous gestion au Canada.

Stratégies d'inclusion

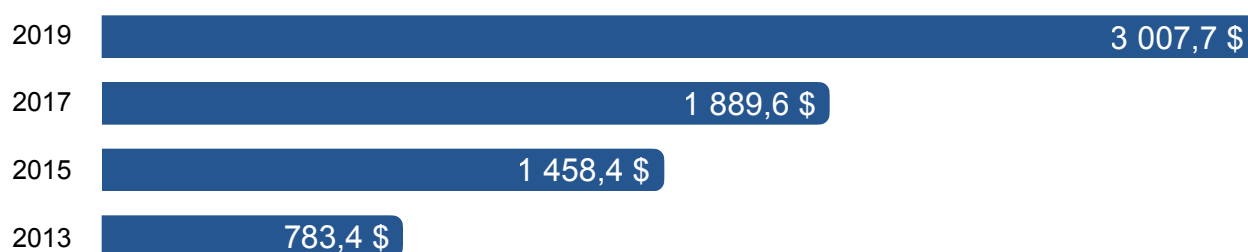
Les stratégies d'inclusion représentent le segment le plus important des stratégies d'IR adoptées par les investisseurs canadiens. Le graphique ci-dessous montre les deux principales stratégies d'IR au Canada : l'intégration ESG arrive en tête avec 3,0 billions de dollars en ASG, tandis que l'engagement des actionnaires se place en deuxième position avec 2,7 billions de dollars en ASG. L'intégration et l'engagement étaient également les deux principales stratégies rapportées il y a deux ans. Les stratégies d'investissement ESG thématique et de filtrage positif sont également classées comme stratégies d'inclusion, bien qu'elles représentent chacune des proportions beaucoup plus faibles des actifs d'IR sous gestion.

Intégration ESG

L'intégration ESG fait référence au processus d'intégration systématique et explicite des facteurs ESG dans l'analyse et la prise de décision d'investissement traditionnelles. Lors de l'intégration ESG, l'analyste ou le gestionnaire de portefeuille combine les données ESG avec les mesures financières traditionnelles dans leur analyse et leurs décisions d'investissement. Cette approche reconnaît que l'analyse ESG peut aider à identifier les risques et les opportunités qui ne sont pas saisis par l'analyse financière traditionnelle à elle seule.

Il s'agit de la stratégie d'IR la plus importante au Canada, avec 3,0 billions de dollars en ASG. Cela représente environ 97 % de tous les actifs sous gestion d'IR déclarés. Les actifs de cette catégorie ont augmenté de 59 % au cours des deux dernières années, comme le montre le tableau ci-dessous. Le nombre d'institutions qui intègrent des facteurs ESG dans l'ensemble de leurs actifs a augmenté, tout comme le total de leurs actifs sous gestion déclarés. L'intégration ESG est, de toute évidence, maintenant une pratique « habituelle » pour les investisseurs responsables canadiens.

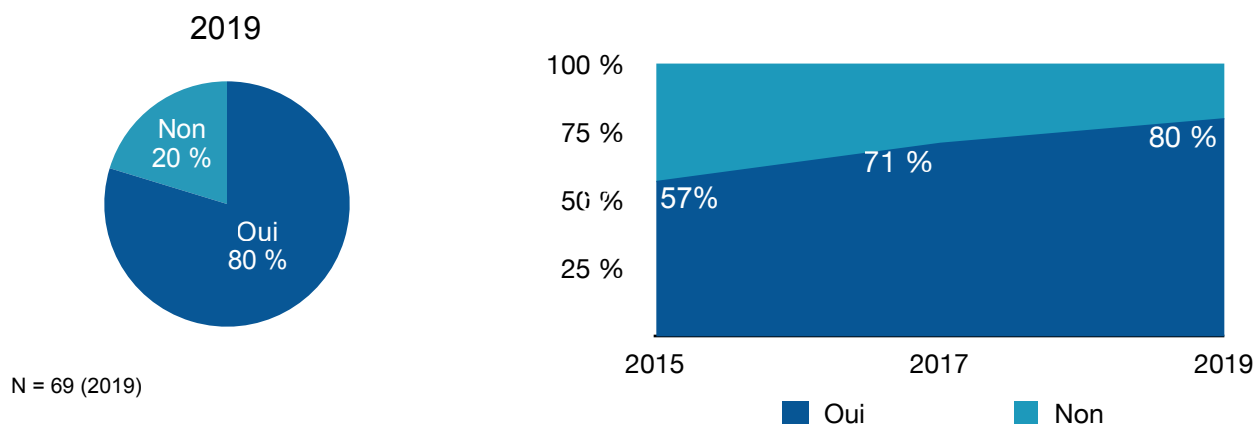
ASG issus de l'intégration ESG (milliards CAD)



La gamme d'enjeux ESG qui peuvent être analysés pour toute entreprise est vaste.¹⁹ Ces dernières années, les investisseurs responsables se sont concentrés sur la reconnaissance de l'importance des enjeux ESG pour un titre, un secteur ou un secteur particulier, car ils cherchent à intégrer toutes les informations importantes pertinentes pour leurs analyses et décisions d'investissement. Les principaux spécialistes de l'IR développent et appliquent maintenant leurs connaissances sur les facteurs ESG importants, par exemple, en référence aux normes du Sustainability Accounting Standards Board (SASB), qui identifient les enjeux financièrement importants qui sont raisonnablement susceptibles d'avoir un impact sur la situation financière ou la performance opérationnelle d'une entreprise.²⁰

La montée en puissance de l'investissement responsable et de l'intégration ESG s'est accompagnée de l'adoption accrue de programmes d'intégration ESG formels. Les graphiques ci-dessous montrent la proportion de répondants ayant déclaré avoir un programme d'intégration ESG formel à la fin de 2019 par rapport aux résultats de nos deux sondages précédents. Depuis 2015, le pourcentage d'organisations qui utilisent l'intégration ESG en tant que stratégie d'IR a régulièrement augmenté, passant de 57 % à 80 % des répondants.

Votre organisation a-t-elle un programme formel d'intégration des facteurs ESG?



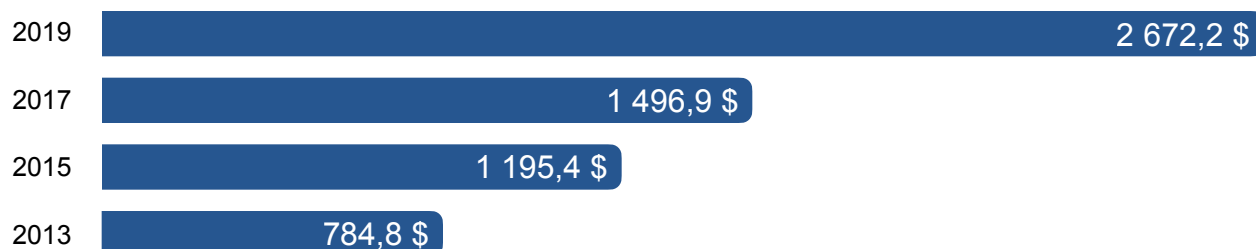
Engagement des actionnaires

L'engagement fait référence à l'utilisation du pouvoir des actionnaires pour influencer le comportement des entreprises. Dans la pratique, l'engagement implique généralement le vote par procuration guidé par des critères ESG, et la pratique de la propriété active en déposant, de manière individuelle ou conjointe, des propositions d'actionnaires, et en engageant un dialogue avec la direction de l'entreprise et les conseils d'administration pour améliorer leurs performances et leurs divulgations ESG. Le graphique ci-dessous montre la croissance de l'engagement au Canada.

¹⁹ Reportez-vous à la section précédente de ce rapport sur les « Principaux facteurs ESG » pour comprendre l'ampleur des enjeux ESG envisagés par les investisseurs responsables..

²⁰ Sustainability Accounting Standards Board. [Standards Overview](#).

ASG issus de l'engagement des actionnaires (milliards CAD)

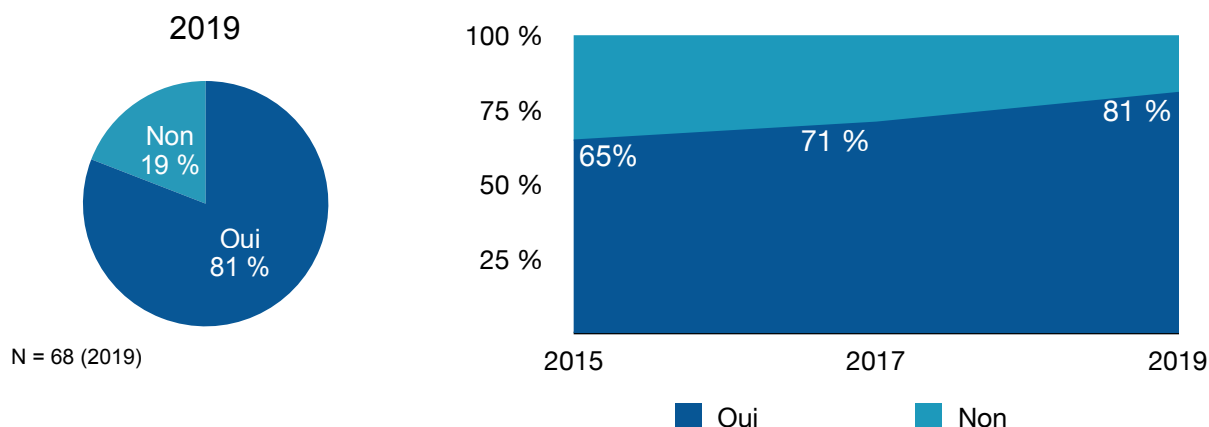


L'engagement est la deuxième stratégie d'IR au Canada, avec environ 2,7 billions de dollars en actifs sous gestion. Les actifs de cette catégorie ont augmenté de 78 % au cours des deux dernières années. Si historiquement nous avons qualifié cette catégorie d'engagement « des actionnaires », les investisseurs obligataires utilisent également de plus en plus leur influence auprès des émetteurs sur les enjeux ESG. Par conséquent, la portée de l'ASG relevant de la catégorie de l'engagement s'est élargie. L'engagement est le plus souvent utilisé avec d'autres stratégies d'IR et est généralement jumelé à une stratégie d'intégration ESG.

Politiques de vote par procuration

Les investisseurs responsables ont renforcé leurs engagements en matière de propriété active en améliorant la transparence de leurs directives de vote par procuration. Au cours des deux années écoulées depuis notre dernier sondage, les organisations déclarant avoir des directives de vote par procuration responsables sont passées de 71 % à 81 % des répondants. En comparaison, en 2015, les directives de vote par procuration responsables ont été rapportées par 65 % des répondants au sondage. Cette évolution est présentée dans le tableau ci-dessous.

Votre organisation a-t-elle une politique de vote par procuration suivant les principes d'IR?

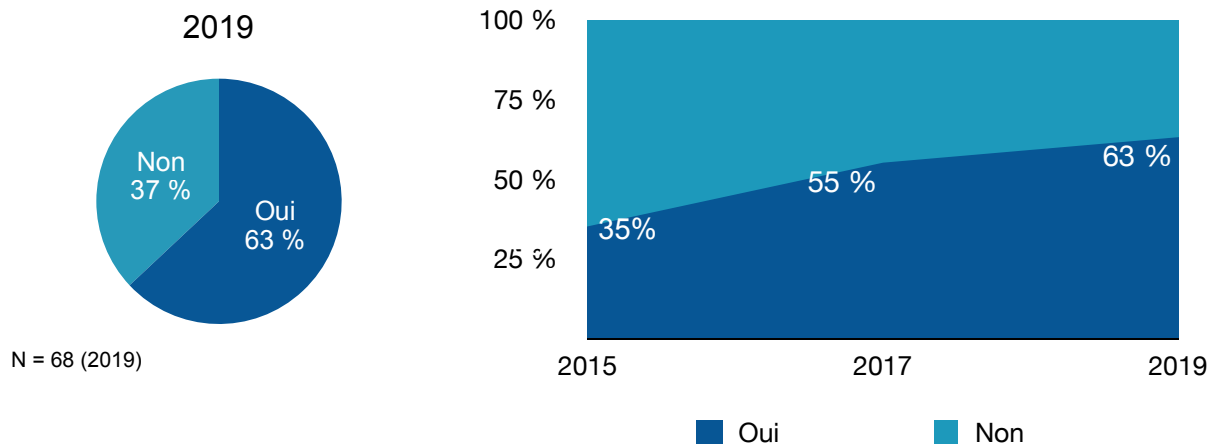


Politiques d'engagements et thématiques 2019

Au cours des deux dernières années, le nombre d'organisations dotées d'une politique formelle sur l'engagement des actionnaires a également augmenté, passant de 55 % à 63 % des répondants au sondage. En comparaison, à la fin de 2015, seuls 35 % des répondants au

sondage ont déclaré disposer d'une politique formelle sur l'engagement des actionnaires. Les graphiques ci-dessous montrent cette comparaison dans le temps.

Votre organisation dispose-t-elle d'une politique formelle d'engagement des actionnaires?



Les personnes interrogées ayant participé à des entretiens avec des entreprises sur des enjeux ESG ont été invitées à indiquer les trois enjeux les plus couramment abordés grâce à leurs activités d'engagement. Comme le montre le tableau ci-dessous, les changements climatiques (y compris les émissions de gaz à effet de serre) sont au premier rang des enjeux abordés dans le cadre de l'engagement actionnarial. La diversité et l'inclusion étaient la deuxième question la plus importante, suivie de la divulgation ESG et de la rémunération des dirigeants.

Enjeux ESG les plus courants dans votre programme d'engagement en 2019²¹

Rang	Note	Enjeux ESG
1	73	Changement climatique (incluant émissions de GES)
2	32	Diversité et inclusion
3	28	Divulgation ESG
4	27	Rémunération des dirigeants
5	19	Indépendance du conseil d'administration
6	12	Autre : social
6	12	Autre : gouvernance
7	8	Pratiques liées au travail
8	7	Droits des actionnaires/nomination de candidats au conseil
9	6	Relations/réconciliation avec les Autochtones

²¹ Voir la méthodologie de comptabilisation à l'Annexe A.

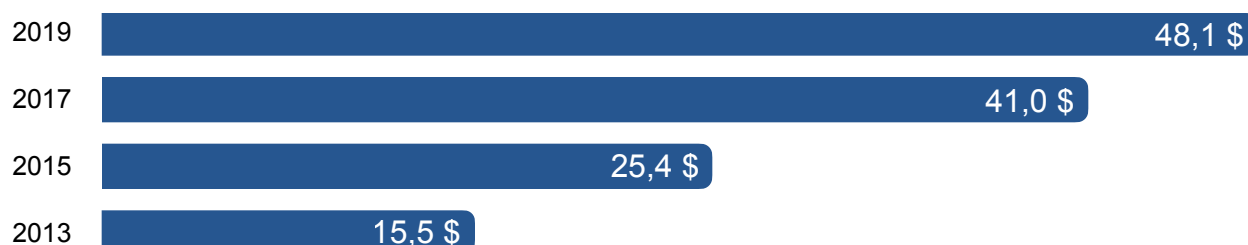
Rang	Note	Enjeux ESG
10	5	Santé et sécurité
10	5	Plastiques
11	4	Sécurité des données/confidentialité
11	4	Gestion de la chaîne d'approvisionnement
12	1	Bien-être des animaux
12	1	Lobbying/Contributions politiques

N=41

Investissement ESG thématique

L'investissement ESG thématique est une approche dans laquelle l'univers d'investissement est défini par des thèmes spécifiquement liés à la durabilité sociale ou environnementale. Parmi les thèmes ESG communs, on trouve entre autres les femmes occupant des postes de direction, les infrastructures hydrauliques, l'énergie propre, les édifices verts, l'agriculture durable et la cybersécurité. Les obligations vertes tombent également dans cette catégorie. Les investissements ESG thématiques rapportés par les répondants au sondage cette année ont totalisé 48,1 milliards de dollars, contre 41,0 milliards de dollars depuis 2017. La croissance des ASG ESG thématiques est illustrée dans le graphique ci-dessous.

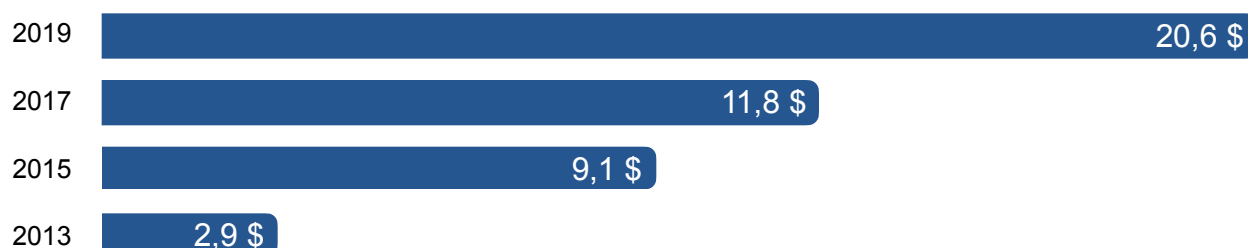
ASG issus de l'investissement ESG thématique (milliards CAD)



Filtrage positif

À l'aide de stratégies de filtrage positif, les investisseurs cernent des entreprises ou des projets sélectionnés dans un univers d'investissement défini qui affichent des performances ESG positives par rapport à leurs pairs du secteur. Cette stratégie est souvent qualifiée de « meilleure de sa catégorie ». Le filtrage positif peut également inclure des entreprises sur la base de critères ESG spécifiques tels que les produits manufacturés par une entreprise.

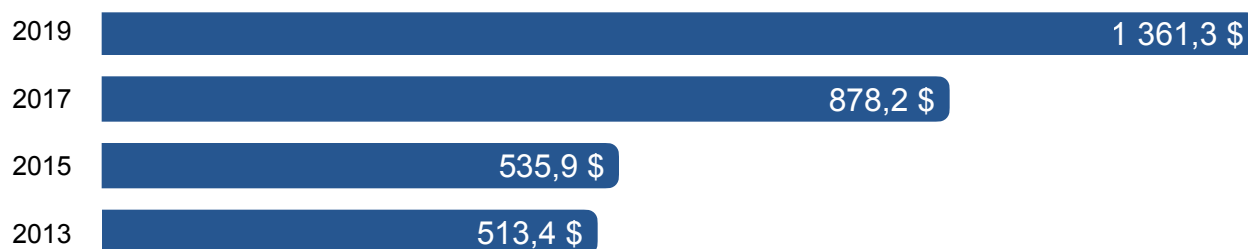
Le graphique ci-dessous montre la croissance des ASG utilisant du filtrage au fil du temps. Le filtrage positif rapporté à la fin de 2019 s'élevait à 20,6 milliards de dollars, contre 11,8 milliards de dollars deux ans auparavant. La croissance significative observée des ASG utilisant le filtrage positif entre 2017 et 2019 est due à un plus grand nombre de gestionnaires de placements qui appliquent des filtres positifs dans leurs portefeuilles, et sur une proportion plus élevée de leur ASG qu'auparavant.

ASG issus du filtrage positif (milliards CAD)**Stratégies d'exclusion**

Le filtrage négatif et le filtrage basé sur des normes entrent dans la catégorie des stratégies d'IR d'exclusion. Le filtrage négatif désigne l'exclusion systématique de certaines entreprises, industries, produits ou pays généralement fondée sur des considérations éthiques, morales ou religieuses. Le filtrage négatif peut également être utilisé pour faire référence à l'exclusion des entreprises ou des industries à perspectives ESG négatives. Le filtrage basé sur les normes fait référence à l'exclusion systématique d'investissements qui ne sont pas en conformité avec des normes mondialement reconnues. Le filtrage négatif est la troisième stratégie d'IR en importance au Canada en termes d'actifs, tandis que le filtrage basé sur les normes arrive en 4^e place. Les graphiques ci-dessous montrent l'augmentation des ASG issus de ces stratégies au fil du temps.

Les actifs faisant l'objet d'un filtrage négatif ont continué de croître au cours des deux dernières années, représentant 1,4 billion de dollars en 2019. Plus de la moitié de ces actifs sont détenus par quatre grands fonds de pension du secteur public, qui ont déclaré appliquer un filtre négatif à 100 % de leurs actifs. La croissance des ASG utilisant le filtrage négatif est illustrée dans le graphique ci-dessous.

Les filtres négatifs les plus importants sont présentés dans le tableau suivant. Les deux produits les plus courants qui sont exclus des portefeuilles d'IR sont ceux liés au tabac et aux armes/militaires/armes à sous-munitions, avec plus de 80 % des répondants au sondage qui affirment exclure ces produits de leur portefeuille. Ces résultats sont similaires à ceux obtenus il y a deux ans.

ASG issus du filtrage négatif (milliards CAD)

Pour la première fois, la catégorie « combustibles fossiles » a été incluse dans la liste des exclusions. Celle-ci apparaît au quatrième rang alors que près de la moitié des répondants font état d'une forme d'exclusion des combustibles fossiles. Cela ne signifie pas nécessairement que tous les portefeuilles des répondants sont « exempts de combustibles fossiles » parce que

le filtre peut être appliqué à un fonds particulier géré par la société de gestion d'actifs, et parce que les filtres de combustibles fossiles peuvent être appliqués de différentes manières. Par exemple, l'exclusion pourrait s'appliquer exclusivement au charbon, ou elle pourrait couvrir les entreprises dont un certain montant de leurs revenus provient du pétrole et du gaz ou un certain seuil de réserves prouvées de combustibles fossiles. Ou, cela pourrait impliquer le désinvestissement de toutes les entreprises impliquées dans la production et la distribution de combustibles fossiles. La principale conclusion de ce point de données est que 24 investisseurs institutionnels ayant répondu à notre sondage ont une certaine forme d'exclusion des combustibles fossiles appliquée à au moins une partie des actifs qu'ils gèrent.

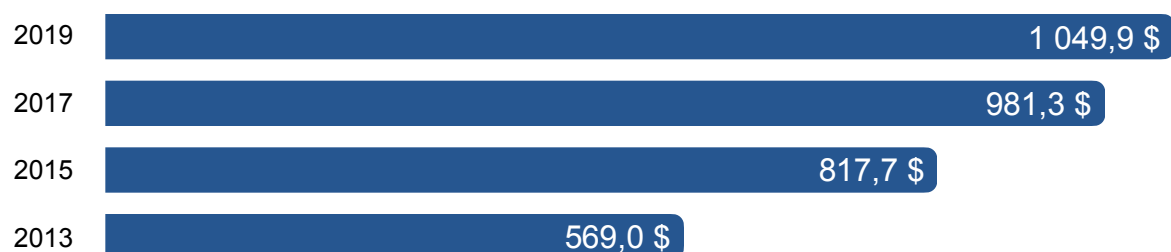
Ces dernières années, le désinvestissement des combustibles fossiles est devenu de plus en plus courant, les investisseurs justifiant des filtres basés à la fois sur des arguments éthiques et financiers. L'argument éthique pour exclure les combustibles fossiles se fonde sur leur contribution au changement climatique et sur la volonté d'un investisseur de ne pas financer les dommages causés par les émissions de carbone. L'argument financier est basé sur l'idée que les réserves de combustibles fossiles peuvent devenir non rentables, ou « bloquées », à l'avenir en raison de la nécessité inévitable de prévenir leurs émissions de carbone pour éviter les pires conséquences du changement climatique. Pour plus d'informations sur ce sujet, lisez la chronique du chef de la direction de l'AIR, [Why some ESG funds hold oil and gas stocks](#).

Le cannabis est également apparu dans la liste des exclusions possibles pour la première fois dans le sondage de cette année et se classe à la neuvième place.

Filtres négatifs/d'exclusion appliqués dans les décisions d'investissement

Rang	Nb répondants	Produit
1	43	Tabac
2	42	Armes/militaires/armes à sous-munitions
3	25	Jeu
4	24	Combustibles fossiles
4	24	Pornographie
5	23	Alcool
6	19	Énergie nucléaire
6	19	Controverses importantes
7	16	Cannabis
8	12	Autre
9	8	Test sur les animaux/autre enjeu lié au bien-être des animaux
10	7	Zones de conflit/régimes d'oppression
10	7	Organismes génétiquement modifiés (OGM)

N = 52

ASG issus du filtrage basé sur les normes (milliards CAD)

Le filtrage basé sur les normes est maintenant appliqué à 1,05 billion de dollars en ASG au Canada. Comme le montre le tableau ci-dessous, la norme la plus couramment appliquée pour le filtrage basé sur des normes est le Pacte mondial des Nations unies. Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, la Loi interdisant les armes à sous-munitions de 2014, les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones représentent les 5 normes les plus citées.

Normes les plus couramment appliquées

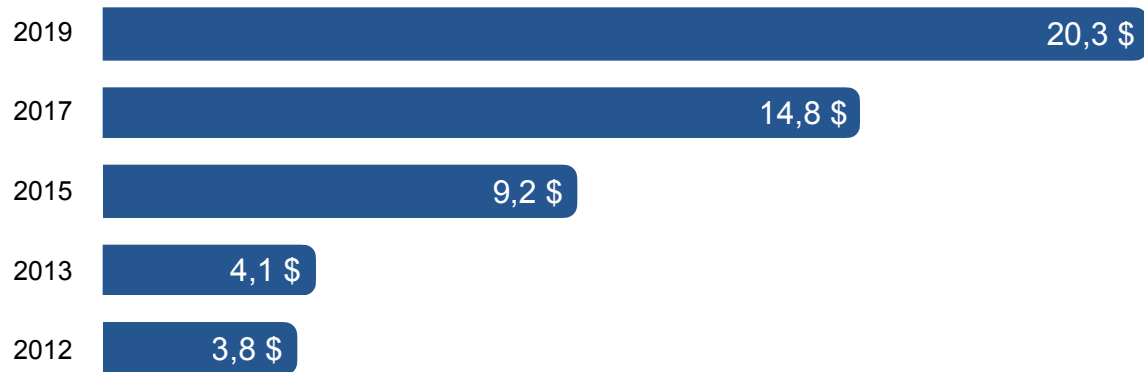
Rang	Nb répondants	Normes
1	22	Pacte mondial des Nations Unies
2	12	Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
3	11	Loi de 2014 interdisant les armes à sous-munitions
3	11	Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme
4	10	Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones
5	5	Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale de l'OIT
6	4	Principes de l'Équateur
6	4	Autre

N = 48

Stratégies d'impact

L'investissement d'impact fait référence à des « investissements réalisés dans l'intention de générer un impact social et environnemental positif et mesurable ainsi qu'un rendement financier ». ²² Au cours des deux dernières années, l'investissement d'impact au Canada est passé de 14,8 à 20,3 milliards de dollars. Cela représente une croissance de 38 % de l'ASG d'impact au cours de cette période de deux ans.

²² Global Impact Investing Network. [What You Need to Know About Impact Investing](#)

Actifs canadiens issus de l'investissement d'impact (milliards)

Selon l'enquête annuelle [l'Impact Investor Survey](#) du Global Impact Investing Network (GIIN) de 2020, le marché mondial de l'ASG d'impact est estimé à 715 milliards de dollars américains.²³ Le Canada représente donc environ 3% du marché mondial de l'investissement d'impact.

Bientôt disponible: Le prochain Rapport sur les tendances de l'investissement d'impact canadien sera publié d'ici le premier trimestre de 2020.

²³ Global Impact Investing Network (2020). [2020 Annual Impact Investor Survey](#).

3. ACTIFS D'IR PAR SEGMENTS DU MARCHÉ

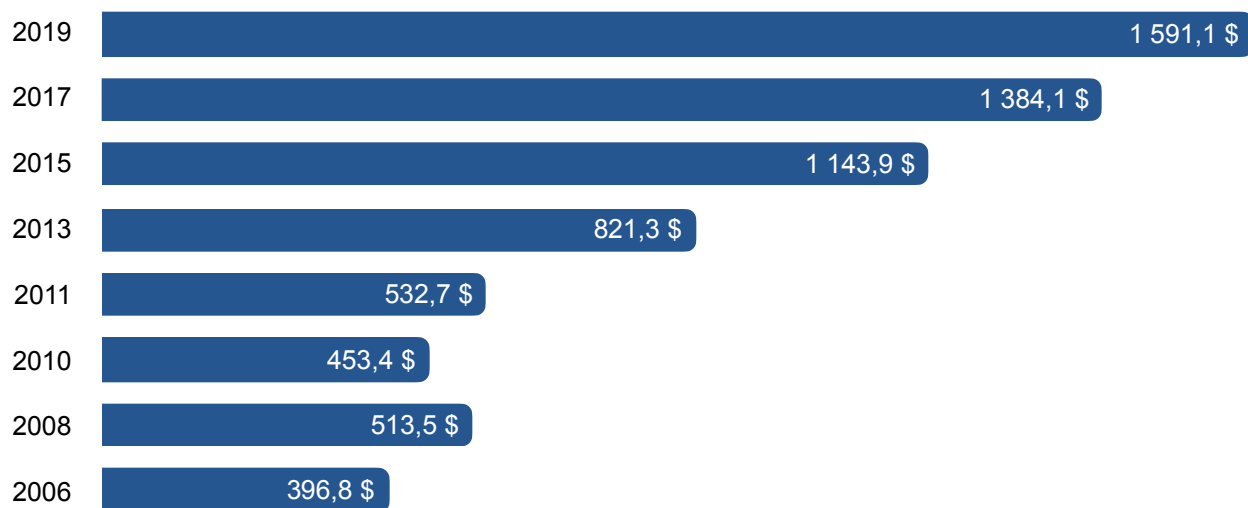
Un large éventail d'investisseurs institutionnels et individuels intègrent des facteurs ESG dans leurs décisions d'investissement. Les clients institutionnels comprennent les fonds de pension, les compagnies d'assurance, les fonds communs de placement, les universités, les fondations, les organisations confessionnelles et autres fonds de dotation. Les clients individuels sont simplement des individus qui sont des investisseurs – également appelés investisseurs particuliers ou clients privés.

Sur la base des réponses au sondage, nous pouvons fournir une estimation du total des actifs d'IR gérés pour le compte de clients individuels. Nous fournissons également des estimations fiables pour les fonds communs de placement de détail, les FNB et les fonds de capital de risque de détail, bien que les limitations des données empêchent une estimation précise pour tous les segments de marché.

Fonds de pension responsables

Les fonds de pension représentent la majorité des actifs de sous gestion d'IR au Canada, soit 1,6 billion de dollars. Le graphique ci-dessous montre la croissance des actifs des fonds de pension d'IR au fil du temps.

Actifs de fonds de pension (milliards CAD)



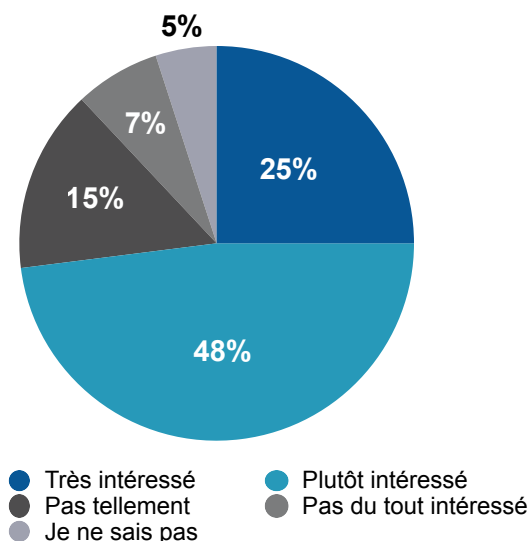
Dix grands fonds de pension publics, chacun gérant plus de 20 milliards de dollars d'actifs, représentent plus de 95 % des actifs d'IR sous gestion déclaré dans ce segment. Ces grands fonds ont tendance à gérer la totalité ou une partie importante de leurs actifs en interne. Bien que de nombreux petits régimes alignent également leurs investissements sur une stratégie d'IR, ils ont tendance à embaucher des gestionnaires externes. Le grand nombre de fonds de pension qui devraient être sondés et le risque de double comptage des actifs compliquent la collecte et l'analyse des données pour les petits régimes. Par conséquent, 1,6 billion dollars demeurent une estimation prudente pour les fonds de pension, car il y a probablement plus d'actifs de pension issus de l'IR sur le marché qui n'ont pas été signalés.

Investisseurs individuels

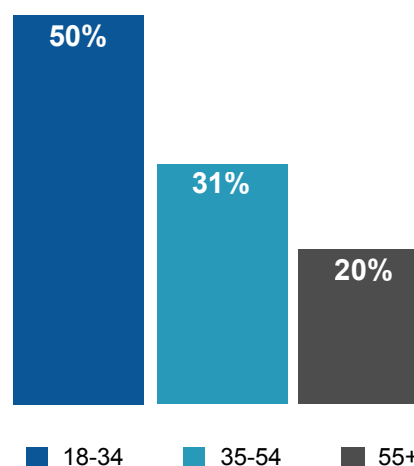
En 2020, l'AIR a mené son cinquième sondage annuel auprès des investisseurs individuels canadiens afin de suivre leurs perspectives sur l'investissement responsable au fil du temps. Selon le Sondage d'opinion des investisseurs de l'AIR 2020, qui a récolté des données auprès de 1000 personnes interrogées, l'intérêt des investisseurs individuels pour l'IR reste élevé et la propriété de l'IR a également augmenté. Les faits saillants comprennent :

- 72 % des répondants étaient « très » ou « plutôt » intéressés par l'IR, contre 60 % en 2018 et 72 % en 2019.
- Les jeunes investisseurs ont exprimé le plus grand intérêt pour l'IR, 83 % des répondants de la tranche d'âge des 18 à 34 ans ayant déclaré qu'ils étaient « très » ou « plutôt » intéressés.
- Dans l'ensemble, 33 % des répondants ont déclaré détenir actuellement des investissements responsables, contre 26 % en 2019. En particulier, 50 % des 18-34 ans ont déclaré posséder actuellement des investissements responsables.²⁴

Dans quelle mesure êtes-vous intéressé par les placements responsables qui incorporent des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance?



Pourcentage de répondants détenant actuellement placements responsables intégrant des critères ESG, par groupe d'âge :



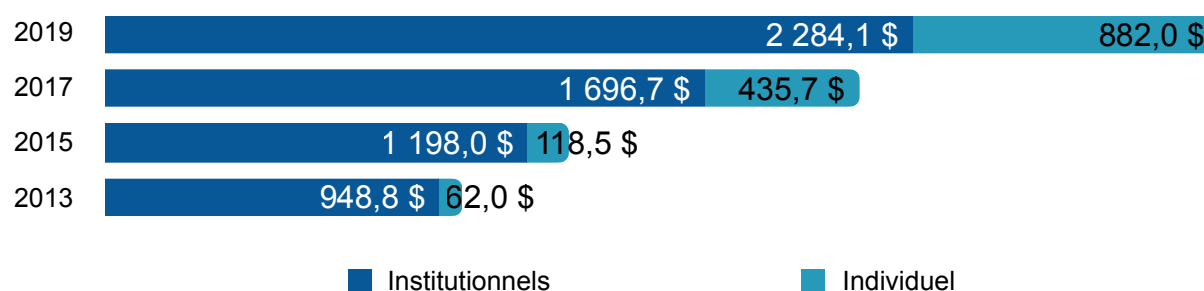
Compte tenu de ce niveau élevé d'intérêt pour l'IR de la part des investisseurs individuels, et des indications comme quoi la propriété de l'IR augmente bel et bien, les données d'enquête recueillies pour le Rapport de tendances de l'IR canadien 2020 indiquent une croissance considérable des actifs d'IR sous gestion pour le compte des investisseurs individuels. Pour estimer la taille du marché individuel de l'IR, nous avons demandé aux répondants du sondage de déclarer la proportion d'actifs gérés pour le compte de clients institutionnels et individuels (de détail). Les actifs d'IR sous gestion des clients individuels représentaient 882 milliards de dollars au 31 décembre 2019, contre 435,7 milliards de dollars au 31 décembre 2017. La part des actifs d'IR individuels sur le marché total de l'IR est passée de 20 % à 28 % au cours des

²⁴ Association pour l'investissement responsable (2020). Sondage d'opinion des investisseurs de l'AIR.

deux dernières années. Le graphique ci-dessous montre cette tendance à la hausse au fil du temps.

Cette croissance de l'actif d'IR sous gestion individuel reflète la demande croissante des investisseurs individuels et les flux de fonds correspondants, l'appréciation des actifs et une gamme croissante de produits d'IR disponibles pour les investisseurs individuels. Cependant, nous estimons que la croissance est principalement générée par les grandes sociétés de gestion d'actifs qui ont implanté une stratégie d'intégration des facteurs ESG pour tous leurs actifs, y compris de fonds de détail qui ne sont pas nécessairement étiquetés ni commercialisés comme des investissements responsables.

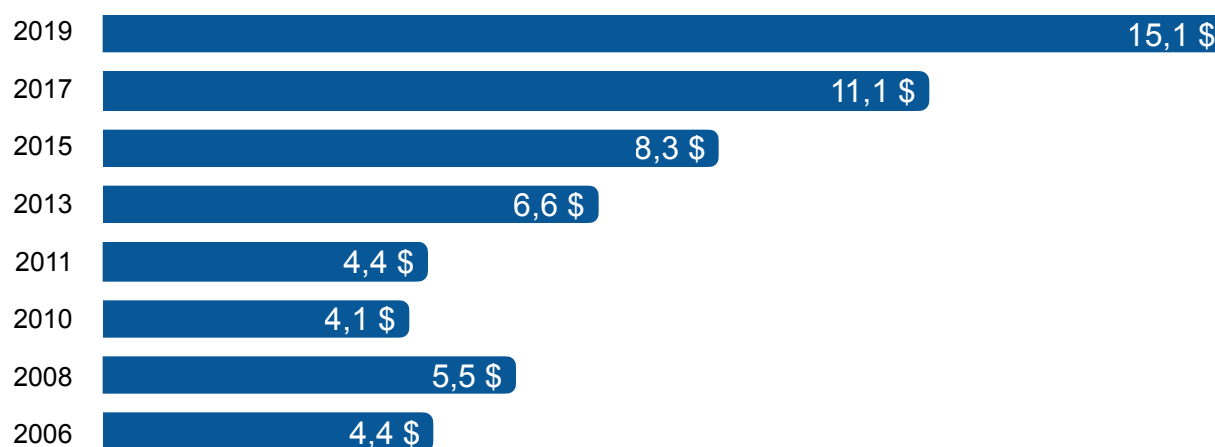
Actifs d'IR des clients institutionnels vs individuels (milliards CAD)



Fonds communs de placement responsables pour les particuliers

L'AIR fait le suivi des actifs des fonds communs de placement et des FNB de détail désignés ou étiquetés responsables pour notre rapport trimestriel sur le rendement des fonds d'IR au Canada. Comme le montre le graphique ci-dessous, les actifs investis dans les fonds communs de placement responsables de détail ont augmenté de 36 % sur deux ans, passant de 11,1 milliards de dollars à 15,1 milliards de dollars.

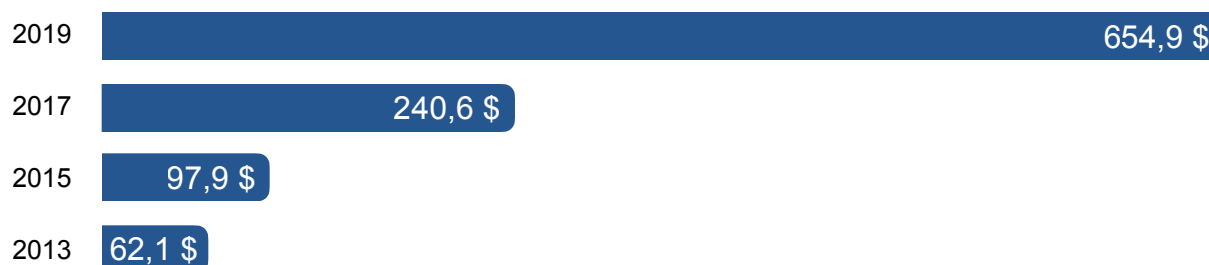
ASG issus des fonds communs de placements d'IR individuels (milliards CAD)



Fonds d'IR négociés en bourse

Les actifs des fonds négociés en bourse (FNB) gérés dans le cadre de stratégies d'IR ont plus que doublé au cours des deux dernières années, passant de 240,6 millions de dollars à 654,9 millions de dollars, comme le démontre le graphique ci-dessous. Les actifs des fonds d'IR négociés en bourse (FNB d'IR) ont déjà plus que doublé au cours des deux années précédentes, passant de 97,9 millions à 240,6 millions de dollars à la fin de 2017. Bien que les FNB soient disponibles pour les particuliers, les investissements dans les FNB par les investisseurs institutionnels expliquent également une partie de la croissance de ce segment de marché.

ASG issus des fonds d'IR négociés en bourse (millions CAD)



Un certain nombre de nouveaux FNB responsables ont été lancés en 2018 et 2019 pour répondre à la demande croissante d'investisseurs responsables intéressés par les FNB comme véhicule d'investissement. La croissance considérable des FNB responsables reflète la tendance générale du marché en faveur des fonds négociés en bourse (FNB) au Canada. Selon le rapport sur les fonds d'investissement 2019 de l'IFIC, il y avait 746 FNB au Canada à la fin de 2019, comparativement à 554 FNB deux ans plus tôt. De plus, les ventes nettes des FNB en 2018 et 2019 ont dépassé celles des fonds communs de placement.²⁵

Les actifs inclus dans les graphiques ci-dessus représentent des produits d'IR au détail qui sont désignés, ou étiquetés et commercialisés comme des investissements responsables. L'AIR examine les documents réglementaires tels que le prospectus et les fiches d'information sur les fonds pour s'assurer que les produits désignés comme responsables ont des politiques d'IR en place. Il s'agit d'un acte de diligence raisonnable pour éviter toute fausse déclaration ou l'écoblanchiment. De nombreux produits étiquetés responsables suivent plusieurs stratégies d'IR.

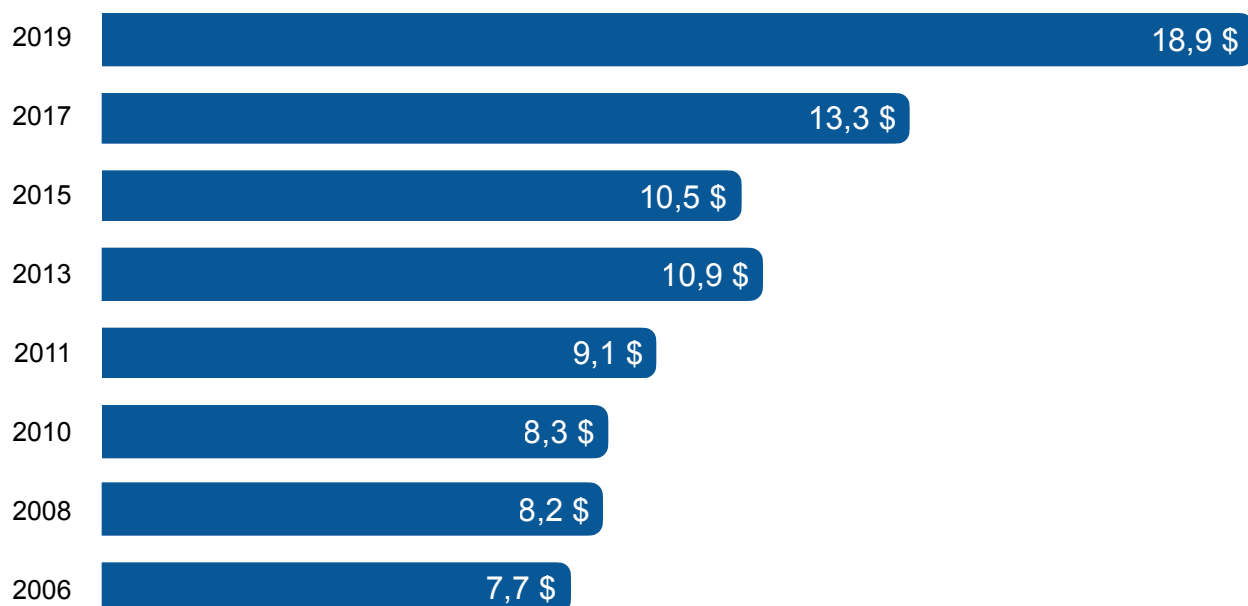
Fonds individuels de capital-risque responsables

Les fonds individuels de capital-risque responsables ont également connu une croissance significative. Les fonds individuels de capital-risque responsables sont gérés par des professionnels qui investissent dans des petites et moyennes entreprises en phase de démarrage ou d'expansion. Ce groupe de fonds a surpassé, et surpasse toujours, les fonds de capital de risque de travailleurs qui offrent des crédits d'impôts fédéraux et provinciaux dans plusieurs provinces au Canada. Les fonds individuels de capital-risque responsables peuvent utiliser les mêmes stratégies d'IR que les fonds communs de placement. Dans certains cas, ces fonds ont adopté des objectifs spécifiques liés à l'impact et à la durabilité, et appliquent des lentilles économiques, sociales et environnementales à la sélection de leurs investissements.

²⁵ Investment Funds Institute of Canada (2020). [2019 Investment Funds Report](#).

Cependant, dans certains cas, les fonds utilisent un processus d'audit social pour examiner l'emploi, la communauté, les fournisseurs et les clients des entreprises potentielles. Ces informations d'audit social sont utilisées pour déterminer la valeur de l'investissement ainsi que la solidité financière de l'entreprise. Depuis 2017, les fonds individuels de capital-risque responsables ont augmenté de 42 %, passant de 13,3 à 18,9 milliards de dollars, comme le montre le graphique ci-dessous.²⁶

ASG issus des fonds de capital-risque d'IR individuels (milliards CAD)



²⁶ Les deux seuls fonds inclus dans notre sondage qui entrent dans cette catégorie sont tous deux des fonds de travailleurs.

4. PRATIQUES D'IR : INFORMATIONS ET CADRES ESG

Dans deux nouvelles questions du sondage de cette année, nous avons cherché à obtenir plus d'informations sur les pratiques d'IR les plus courantes actuellement utilisées par les investisseurs responsables dans leur analyse d'investissement et leur prise de décision

Afin d'exécuter efficacement leurs stratégies d'IR, les investisseurs responsables ont besoin d'avoir accès à des données solides sur les facteurs ESG qu'ils incluent dans leurs analyses d'investissement. Nous avons demandé aux répondants au sondage d'indiquer les trois principales sources d'informations ESG qu'ils utilisaient pour prendre des décisions d'investissement.

Quelles principales sources d'informations ESG utilisez-vous pour prendre des décisions d'investissement?

Rang	Nb répondants	Enjeu
1	46	Engagement direct avec les dirigeants/conseils d'administration
2	43	Rapport de développement durable de l'entreprise ou rapport intégré
3	39	Fournisseur de recherche ESG externe
4	25	Autres rapports de l'entreprise (par exemple, divulgations réglementaires)
5	10	Recherche de courtier (vente)
5	10	Autre
6	7	Rapports dans les médias
7	6	Indices de performance carbone (par exemple CDP)
7	6	Rapports d'ONG
8	4	Indices de durabilité
9	3	Référence à l'indice de controverses

N=60

L'engagement direct avec les conseils d'administration et les équipes de direction des entreprises, cité par 77 % des répondants au sondage comme l'une de leurs trois principales sources d'informations ESG, a été la principale source utilisée par les répondants pour prendre des décisions d'investissement. Elle est suivie de près par un rapport sur la durabilité de l'entreprise ou un rapport intégré, que 72 % des répondants ont déclaré considérer comme une source clé d'informations ESG. Combinées, ces deux premières réponses semblent indiquer que les investisseurs se tournent le plus souvent vers les entreprises qu'ils analysent pour leurs sources d'informations ESG. Les fournisseurs externes de recherche ESG sont considérés comme une source clé d'informations ESG par 65 % des répondants au sondage. Ces firmes de recherche spécialisées recueillent, analysent et évaluent les performances ESG des entreprises.

Nous avons également interrogé les répondants sur les différents cadres ESG qu'ils intègrent dans leurs analyses d'investissement. Il existe un grand nombre de normes et cadres mondiaux de divulgation d'entreprise que les entreprises peuvent utiliser pour mesurer et rendre compte

de leur performance ESG, et nous voulions voir lesquels étaient les plus couramment envisagés par les investisseurs responsables.

Lequel des cadres ESG suivants intégrez-vous dans votre analyse d'investissement?

Rang	Nb répondants	Cadre ESG
1	36	Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TCFD)
2	32	Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD)
3	30	Sustainability Accounting Standards Board (SASB)
4	25	CDP
5	15	Global Real Estate Sustainability Benchmark (GRESB)
6	13	Global Reporting Initiative (GRI)
7	6	Autre
8	4	International Integrated Reporting Council (IIRC) Integrated Reporting (IR)
9	2	Future-Fit Business Benchmark

N = 51

Le tableau ci-dessus montre que les investisseurs responsables semblent se rallier autour des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TCFD), qui sont intégrées par plus de 70 % des répondants au sondage. L'objectif du TCFD est d'améliorer la mesure, la gestion et la communication des risques liés au climat. Ses recommandations ont recueilli un soutien important depuis leur publication en 2017, et les demandes des investisseurs pour que les entreprises communiquent des informations conformément à ces recommandations ont également augmenté. Une plus grande adoption du TCFD parmi les répondants au sondage peut être en partie due à des changements dans la déclaration obligatoire des PRI en 2020, qui a ajouté des exigences pour des indicateurs spécifiques liés au climat.²⁷ Les recommandations du TCFD bénéficient également progressivement d'un soutien réglementaire accru. En 2020, la Nouvelle-Zélande, le Canada et le Royaume-Uni ont chacun adopté une législation exigeant des rapports conformes au TCFD dans des contextes différents.²⁸

La majorité (63 %) des répondants au sondage ont indiqué qu'ils utilisent les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies dans leur analyse des investissements. Les ODD fournissent aux investisseurs un cadre pour examiner les résultats concrets de leurs activités d'investissement, conformément aux 17 objectifs couvrant des questions telles que le climat, l'eau, l'égalité des sexes et le travail décent – autant de questions que les investisseurs responsables considèrent comme importantes. Il a été estimé que la réalisation des ODD d'ici 2030 nécessitera entre 5 et 7 billions de dollars par an de la part du secteur privé. En 2020, le

²⁷ Financial Stability Board (2020). [Task Force on Climate-related Financial Disclosures 2020 Status Report](#).

²⁸ Voir Corporation de développement des investissements du Canada (CDEV) (2020). [Crédit d'urgence pour les grands employeurs](#); Ministry for the Environment (2020). [Mandatory climate-related financial disclosures](#); and HM Treasury (2020). [UK joint regulator and government TCFD Taskforce: Interim Report and Roadmap](#)

PRI a fourni aux signataires un guide sur la façon de prendre des mesures pour les ODD et a l'intention de mettre à jour son cadre de divulgation en 2021 pour y inclure des questions sur les politiques et les processus des signataires liés aux ODD.²⁹ Bien que nous n'ayons pas demandé aux répondants dans quelle mesure ils intègrent les ODD dans leur analyse d'investissement, les résultats du sondage semblent indiquer que la majorité des investisseurs responsables reconnaissent déjà la pertinence de ce cadre, et leur adoption pourrait croître à l'avenir avec cet encouragement de la part du PRI.

Le troisième cadre le plus répandu, cité par 59 % des répondants, était le Sustainability Accounting Standards Board (SASB). Les normes SASB fournissent un cadre pour guider les rapports des entreprises sur les questions ESG spécifiques au secteur, financièrement importantes et d'autres sujets et mesures de durabilité dont les investisseurs ont besoin pour leur analyse. Selon le SASB, 170 investisseurs institutionnels dans le monde, représentant 55 billions de dollars américains en ASG, soutiennent SASB ou utilisent les normes SASB pour éclairer leur prise de décision d'investissement.³⁰

Il est important de noter que les investisseurs utilisent souvent plus d'un cadre ESG dans leurs analyses d'investissement. Par exemple, en 2020, l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada (OIRPC) a mis à jour sa politique d'investissement durable pour inclure le soutien aux normes des TCFD et SASB.³¹ Si, à ce jour, les rapports ESG et de développement durable des entreprises ne sont pas normalisés, le marché semble s'orienter dans cette direction. Par exemple, en septembre 2020, le CDP, le CDSB, la GRI, l'IIRC et la SASB, cinq institutions mondiales ayant pour rôle d'établir des cadres et des normes, ont publié une vision commune pour une divulgation complète sur la comptabilité financière et la durabilité.³² En septembre également, les administrateurs de l'IFRS Foundation ont publié un document de consultation sur la nécessité d'avoir des normes mondiales de durabilité, y compris la possibilité de créer un nouveau conseil des normes de durabilité.³³

²⁹ PRI Association (2020). [Sustainable Development Goals](#).

³⁰ Sustainability Accounting Standards Board. [Global Use of SASB Standards](#).

³¹ Investissements RPC (2020). "La Politique en matière d'investissement durable d'Investissements RPC : une mise à jour qui renforce le rôle que jouent les facteurs ESG dans la création de valeur à long terme".

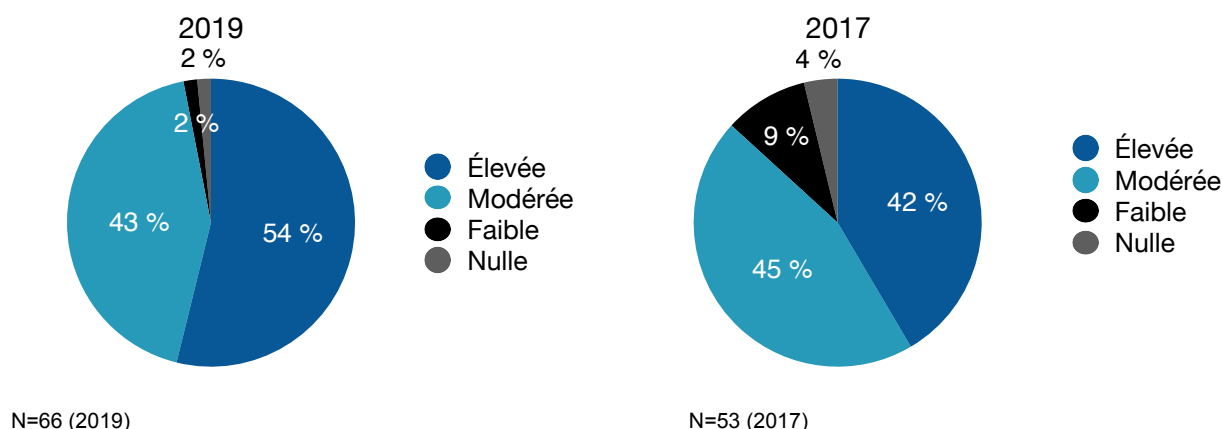
³² CDP, CDSB, GRI, IIRC and SASB (2020). [Statement of Intent to Work Together Towards Comprehensive Corporate Reporting](#).

³³ International Financial Reporting Standards Foundation. (2020). "IFRS Foundation Trustees consult on global approach to sustainability reporting and on possible Foundation role".

5. PERSPECTIVES DE L'INDUSTRIE

Nous avons invité les répondants à partager leurs perspectives pour la croissance de l'investissement responsable au cours des deux prochaines années. Les investisseurs ont été presque unanimes dans leur perspective positive quant à l'avenir de l'IR, 97 % des répondants ayant déclaré s'attendre à une croissance modérée à élevée au cours des deux prochaines années, contre 87 % il y a deux ans. Aucun répondant n'a indiqué s'attendre à une croissance négative.

À quel niveau de croissance vous attendez-vous au cours des deux prochaines années?



Nous avons également demandé aux répondants de classer leurs 3 principaux moteurs et 3 principaux freins pour la croissance de l'IR au cours des deux prochaines années.

Selon vous, quels seront les principaux moteurs de l'investissement responsable au cours des deux prochaines années?³⁴

Rang	Note	Moteur de l'IR
1	81	Demande des investisseurs pour l'ESG/l'impact
2	73	Changement climatique
3	68	Plus grande sensibilisation du public sur les enjeux ESG
4	36	Impact des facteurs ESG sur les rendements
5	26	COVID-19
5	26	Responsabilité envers le client/devoir fiduciaire
6	20	Orientations / exigences réglementaires
6	20	Investeur plus jeune/membres de régimes
7	13	Gestion des risques
8	12	Concurrence dans l'industrie

³⁴ Voir la méthodologie de comptabilisation à l'Annexe A.

Rang	Note	Moteur de l'IR
8	12	Objectifs/mission/valeurs organisationnelles
9	2	Autre

N = 65

Comme le montre le tableau ci-dessus, pour la première fois, les répondants ont cité la demande des investisseurs pour l'ESG/l'impact comme principal moteur de l'IR au cours des deux prochaines années. Le changement climatique et une plus grande sensibilisation du public aux enjeux ESG se classent respectivement en deuxième et troisième place. Ces moteurs semblent s'accorder les uns avec les autres. Alors que le public et les investisseurs reconnaissent de plus en plus l'importance des enjeux ESG auxquels notre société et notre planète sont confrontées – comme le changement climatique – ils peuvent de plus en plus chercher à intégrer les implications financières de ces enjeux dans leurs stratégies d'investissement, et peut-être à utiliser leurs investissements pour générer de meilleurs résultats sociétaux.

En comparaison, les principaux moteurs cités dans notre rapport de 2018 étaient la responsabilité envers le client et le devoir fiduciaire, la gestion des risques et l'intégration du risque climatique dans la stratégie d'investissement – seule cette dernière question figurait dans le top 3 de cette année.

Quels sont, selon vous, les principaux freins à la croissance de l'investissement responsable?³⁵

Rang	Note	Frein perçus
1	91	Manque de données fiables
2	59	Méfiance et inquiétudes à propos de l'écoblanchiment
3	54	Manque d'exigences législatives et réglementaires
4	53	Préoccupation concernant la performance
5	46	Manque de sensibilisation
6	38	Manque de conseils et d'expertise qualifiés
7	19	Autre
8	18	Préoccupations liées au risque d'investissement/de portefeuille
9	17	Manque de produits/d'options viables

N = 66

Les répondants ont également été invités à classer les freins perçus à la croissance de l'IR. Comme le montre le tableau ci-dessus, le manque de données fiables a été largement cité comme principal frein. La méfiance et les préoccupations à l'égard de l'écoblanchiment ont été

³⁵ Voir la méthodologie de comptabilisation à l'Annexe A.

la deuxième préoccupation majeure, suivie par le manque d'exigences législatives et réglementaires et les problèmes de performance.

Les investisseurs responsables recherchent auprès des entreprises des données ESG cohérentes, comparables et significatives. Mais, comme indiqué précédemment dans la Section 5 du présent rapport, les entreprises utilisent diverses normes et cadres de déclaration pour leurs rapports ESG/durabilité. Et tandis que les firmes de recherche ESG ont contribué à combler les lacunes pour les investisseurs, les différences dans leurs méthodologies de notation propriétaires créent parfois une confusion sur le marché.³⁶ Les initiatives en cours pour améliorer la normalisation des données ESG, comme indiqué précédemment, peuvent atténuer certaines des préoccupations des investisseurs en matière de données.

Il est intéressant de noter que les problèmes de performance sont passés de la première place en tant qu'obstacle à l'IR perçu en 2018 au quatrième rang cette année. Cette diminution relative des inquiétudes quant à la performance semble indiquer que les investisseurs sont plus confiants dans l'analyse de rentabilisation en faveur de l'IR et se concentrent davantage sur l'amélioration de l'exécution et de l'intégrité de leurs stratégies.

³⁶ Jacqueline Poh (2019). "[Conflicting ESG ratings are confusing sustainable investors](#)". Bloomberg.com.

ANNEXE A : MÉTHODOLOGIE

L'AIR a recueilli des données auprès de 104 gestionnaires d'actifs et propriétaires d'actifs via des enquêtes électroniques et des courriers électroniques entre juillet et septembre 2020. Nous avons complété les données de l'enquête par des recherches secondaires, à l'aide de dizaines de sources accessibles au public, telles que des rapports annuels, les rapports d'investissement responsable, et données tirées de sites web et les rapports de transparence PRI. Tous les chiffres de ce rapport sont exprimés en dollars canadiens et datent du 31 décembre 2019.

Pour compter le total des actifs canadiens issus de l'IR, nous avons opté pour la sécurité : nous n'avons compté que les actifs sûrs. Par exemple, si un gestionnaire de placements a indiqué que ses politiques d'IR s'appliquent à « une majorité » de ses actifs sous gestion, nous avons comptabilisé seulement 51 % des actifs de l'IR. Par conséquent, notre méthodologie indique une estimation conservatrice des actifs canadiens issus de l'IR, car notre approche prudente est susceptible d'avoir exclu certains actifs de l'IR.

Nous avons également pris des précautions pour éviter le double comptage. Nous avons demandé aux répondants de déclarer les montants d'actifs gérés à l'externe, et les montants en dollars des actifs investis dans d'autres fonds (c.-à-d. de « fonds de fonds »). Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, nous avons soustrait ces actifs du total. Nous l'avons fait en partant de l'hypothèse qu'un autre répondant au sondage pourrait gérer ces actifs, ce qui est peu probable dans tous les cas, mais nous avons choisi de nous tromper en dénombrant les actifs à la baisse plutôt qu'à la hausse. Le résultat est que notre actif sous gestion issu de l'IR total estimé est très conservateur.

Méthode de comptabilisation (en millions)

Total des actifs d'IR rapportés	\$	3 804 333,0
Actifs gérés à l'externe	\$	638 203,0
Total des ASG issus de l'IR au Canada	\$	3 166 130,0

Pour les questions où les répondants devaient classer leurs trois premiers choix, les scores ont été calculés comme suit : (nb de répondants qui l'ont classé premier × 3) + (nb de répondants qui l'ont classé deuxième × 2) + (nb de répondants qui l'ont classé troisième × 1).

Le sondage contenait très peu de questions obligatoires afin de maximiser l'engagement et de recueillir toutes les données que les répondants ont pu ou sont disposés à fournir. Par conséquent, des répondants ont sauté certaines questions. Cependant, des questions clés telles que le total des ASG issus de l'IR étaient obligatoires, cela n'a donc aucun impact sur la totalisation des actifs issus de l'IR.

Toutes les données comprises dans ce rapport sont basées sur l'autodéclaration ou recueillies à partir de sources accessibles au public (sites web, rapports annuels, rapports de transparence des PRI). Nous avons étudié les anomalies et vérifié les données lorsque cela est possible. Toutefois, il est souvent infaisable ou impossible de vérifier les données fournies par les répondants. De plus, l'échantillon de répondants varie d'année en année. Malgré les limites de l'autodéclaration, tous les chiffres présentés dans ce rapport sont véridiques et exacts au meilleur de notre connaissance, et ont été soumis à autant de vérification et de diligence que possible.

ANNEXE B : LISTES DES RÉPONDANTS AU SONDAGE

Nous remercions les organisations suivantes qui ont pris le temps de répondre à nos sondages. Des données supplémentaires ont été recueillies à partir de dizaines de rapports annuels, de rapports sur la transparence des PRI et d'autres sources accessibles au public.

ACM Advisors Ltd.	Janus Henderson Investors
Active Impact Investments	Jarislowsky Fraser Ltd
Addenda Capital	Kindred Credit Union
AGF Management Limited	Mackenzie Investments
Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)	Manulife Investment Management
AllianceBernstein L.P.	Marigold Capital
AlphaFixe Capital Inc.	McMaster University
Amplify Capital	National Bank Investments
Amundi	NEI Investments / Aviso Wealth
Batirente	New Market Funds Inc
Beutel, Goodman & Company Ltd.	North Growth Management Ltd.
BlackRock Asset Management Canada Limited	Northleaf Capital Partners
BMO Global Asset Management	NT Global Advisors, Inc.
Brick by Brick	Nunavut Business Credit Corporation
British Columbia Investment Management Corp. (BCI)	OMERS
Calgary Foundation	Ontario Teachers' Pension Plan
Canada Post Corporation Pension Plan	Optimum Asset Management
CI Investments Inc.	OPTrust
CIBC Asset Management	Orbis Investments
Coast Conservation Endowment Fund Foundation	Ottawa Renewable Energy Co-operative
Community Forward Fund Assistance Corp	Pacifica Partners Capital Management Inc.
Connor, Clark & Lunn Investment Management	Pangaea Ventures
CoPower	Pictet Asset Management
Deetken Impact	Rally Assets
Desjardins Investment Inc	Rally Assets Inc.
Developpement international Desjardins	Raven Indigenous Capital Partners
Desjardins Global Asset Management	RBC Global Asset Management, Inc.
E-Fund	Renewal Funds
FarmWorks	Rhiza Capital
Federated Hermes	RISQ (Réseau d'investissement social du Québec)
Fiera Capital	Russell Investments Canada Limited
FinDev Canada	Saint John Community Loan Fund
Fonds de solidarité FTQ	Sarona Asset Management Inc
Foyston, Gordon & Payne Inc.	Social Enterprise Fund
Franklin Templeton	State Street Global Advisors
Genus Capital	TD Asset Management
Gestion FÉRIQUE	The Atmospheric Fund
GLC Asset Management Group Ltd	The JW McConnell Foundation
Global Alpha Capital Management	The Lawson Foundation
Grand Challenges Canada	Toronto Foundation
Greenchip Financial Corp.	Trillium Housing
Hexavest	UGE International Ltd.
Hillsdale Investment Management	Upper Canada Equity Fund
HOOPP	Value Partners Investments
Horizons ETFs	Vancity
iA Clarington	VERGE Capital
IG Wealth Management	WC Kitchen Family Foundation
Inspirit Foundation	Wellington Management Canada ULC
Invesco	Western University
Investment Management Corporation of Ontario (IMCO)	William Blair Investment Management, LLC
Ivey Foundation	York University
	Youth Social Innovation Capital Fund

ANNEXE C : CALCUL DE LA TAILLE DE L'INDUSTRIE DE L'INVESTISSEMENT

La somme de tous les actifs gérés par des professionnels au Canada est estimée à 5 122 billions de dollars. Ce calcul repose sur des données exclusives fournies par le Canadian Institutional Investment Network et sur des données accessibles au public de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (IFIC) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le tableau ci-dessous résume le calcul.

Répartition CIIN au 31 décembre 2019	
Fonds communs de placements	1 077 638 \$
Régime de retraite à prestations déterminées	797 510 \$
Clients privés/Valeur nette élevée	409 601 \$
Actifs des compagnies d'assurance	343 744 \$
Régimes de capitalisation des régimes de retraite	228 738 \$
Actifs sociaux	200 361 \$
Fonds négociés en bourse	114 175 \$
Fonds réservés de compagnies d'assurance	90 859 \$
Actifs de tiers	75 751 \$
Fondations et fonds de dotation	74 099 \$
Autres actifs de retraite	61 593 \$
Autres produits structurés	49 476 \$
Programmes de comptes gérés séparément	48 155 \$
Fonds fermés	9 367 \$
Fonds fiduciaires	9 060 \$
Total des ASG des gestionnaires d'actifs (millions CAD)	3 590 128 \$
Total des ASG Retraite - Pension Markets in Focus de l'OCDE*	
	2 006 717 \$
Moins ASG des gestionnaires d'actifs pension - CIIN	1 087 841 \$
ASG net Retraite	918 876 \$
ASG Total IFIC - Fonds communs de placement et FNB	
	1 805 000 \$
Moins ASG des gestionnaires d'actifs fonds communs de placements - CIIN	1 191 813 \$
ASG net IFIC	613 187 \$
ASG total (millions)	5 122 191 \$

* 1 531 844,75 \$ (millions USD) converti à un taux de 1,31 \$ CAD/USD

